

1983,
L'ANNÉE
DES MISSILES

Le stationnement des missiles Cruise et Pershing II, selon la "double décision" de l'OTAN de 1979, est prévu pour la fin 1983. Le refus de cette échéance a déjà mobilisé des millions de personnes dans la rue. Sans aucun doute, il s'agit là de l'une des plus importantes mobilisations de masse que l'Europe capitaliste ait connues depuis la dernière guerre. Elle exprime le refus des salariés d'accepter la croissance des risques de guerre atomique qu'implique le stationnement des missiles américains. L'année 1983 sera ainsi décisive, puisqu'il s'agira d'empêcher le stationnement des Cruise et des Pershing. La perspective de confrontations importantes fait hésiter les gouvernements bourgeois. On en a eu un bon exemple à l'occasion des récentes propositions de désarmement faites par l'Union soviétique.

Le 21 décembre dernier, le nouveau chef de la bureaucratie soviétique, Youri Andropov a fait des propositions de désarmement atomique. Leur teneur est, en résumé, la suivante :

- * Si l'OTAN renonce au stationnement des 572 nouveaux missiles atomiques en Europe, l'URSS retirera des centaines de ses missiles dirigés contre l'Europe, en en détruisant une partie.

- * L'URSS ne laisserait que 162 missiles sur le "théâtre européen", pour tenir compte des missiles atomiques français et britanniques.

Même si la plus grande partie des missiles soviétiques ne serait que retirée, et non détruite, cette offre — limitée, certes — de désarmement est importante. Sa réalisation excluerait une attaque atomique surprise, et réduirait les possibilités de mener une guerre nucléaire "limitée", qui sont justement les principales fonctions des nouveaux missiles américains Cruise et Pershing II.

Jusqu'à présent, le stationnement des missiles soviétiques était justifié par la nécessité de riposter aux missiles atomiques Polaris et Trident des sous-marins américains basés en Europe. Le fait que la bureaucratie soit disposée à aller un pas plus loin, et de ne plus tenir compte dans la même mesure des sous-marins, est le reflet de la pression politique de la mobilisation contre le stationnement des missiles Cruise et Pershing II.

La réaction des gouvernements capitalistes aux propositions soviétiques montre leur embarras et leurs véritables intentions. Reagan, si féru de déclarations guerrières, dut indiquer qu'il examinerait "soigneusement" la proposition. Toutefois, ses véritables intentions apparurent lorsqu'il décida de licencier Eugen Rostow, directeur de l'Office pour le contrôle des armements et le désarmement. Rostow dut partir car il voulait discuter de l'offre d'Andropov, et non plus de "l'option zéro" de Reagan qui exige de l'URSS un désarmement unilatéral complet.

Pour le mouvement pacifiste les hésitations qui apparaissent dans les gouvernements bourgeois sont un signe encourageant. Cela montre que son combat contre le stationnement des missiles prend de l'ampleur et que son audience s'accroît. L'année 1983 devra être l'année durant laquelle les salariés européens auront pu — négociations ou pas — bloquer le déploiement des Cruise et Pershing II.

La Brèche

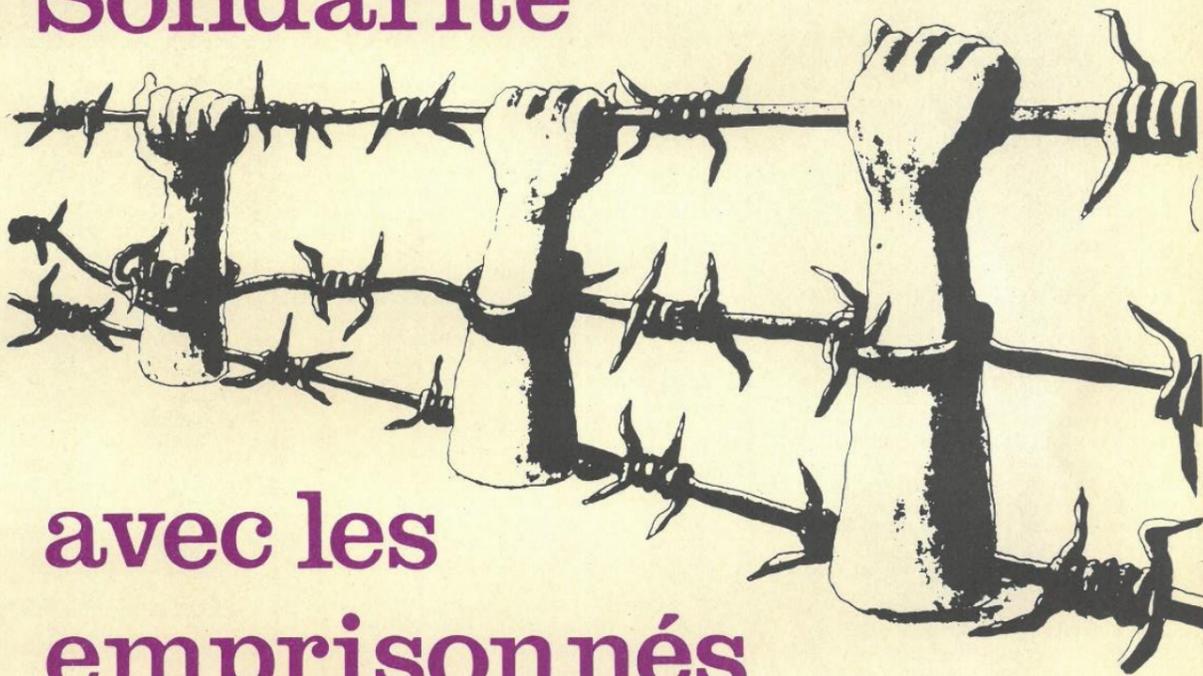
la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

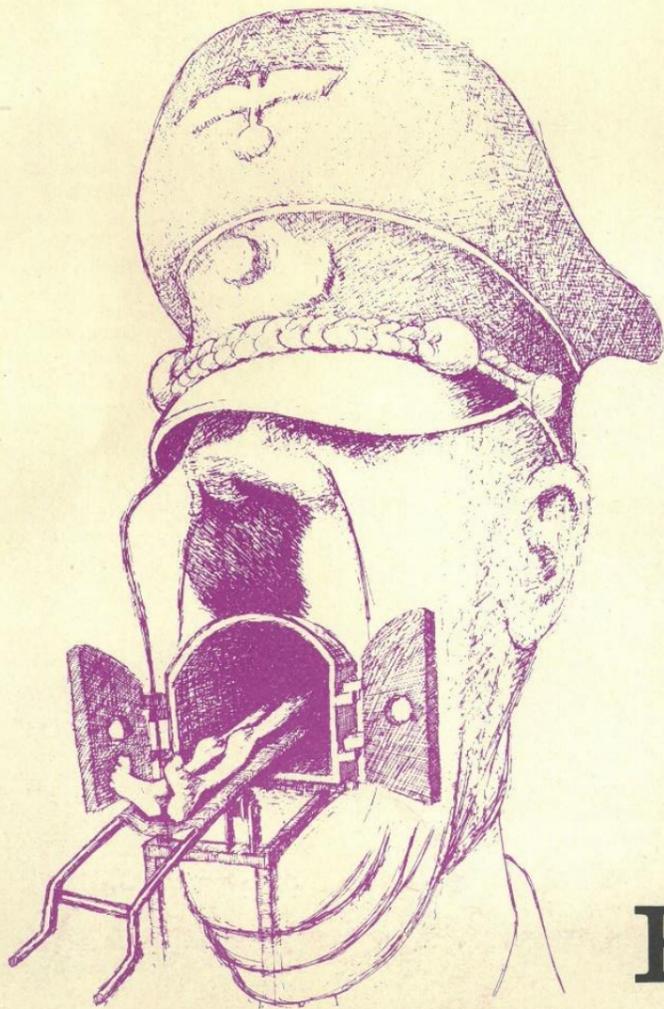
POLOGNE :

Solidarité



avec les
emprisonnés

JANVIER 1933 :



HITLER
PREND
LE
POUVOIR

Où vont les Verts ?

L'UITA CONDAMNE DE NOUVELLES ARRESTATIONS DE SYNDICALISTES LIBRES EN URSS

Dans un message adressé à Yuri V. Andropov, secrétaire général du Parti Communiste de l'URSS, Viktor Tchebrikov, directeur du KGB et Grigori Romanov, premier secrétaire de la région de Leningrad du Parti Communiste, le secrétaire général de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation (UITA), Dan Gallin, s'élève contre l'arrestation, le 8 décembre, de Lev Volokhonsky, membre du Conseil de Délégués de l'Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs (SMOT) et, le 20 décembre, d'Alexandre Skobov, membre du conseil, et d'Irina Tsurkova, militante de l'organisation. Au nom de l'UITA (176 organisations affiliées en 61 pays), Dan Gallin demande leur libération immédiate et l'arrêt des poursuites et des mesures répressives contre le SMOT.

Lev Volokhonsky, né en 1945, est l'un des fondateurs du SMOT (en 1978). Il a été arrêté une première fois en mars 1979 et condamné, en juin 1979, à deux ans de travail forcé. Emprisonné à Leningrad jusqu'en janvier 1980, il a été transféré par la suite dans un camp de travail en Sibirie orientale et a été relâché en mars 1981. Interdit de séjour à Leningrad, il a travaillé depuis comme bûcheron dans la région de Novgorod.

Alexandre Skobov, 24 ans, a été arrêté pour la première fois en octobre 1978 à Leningrad pour avoir été parmi les fondateurs d'une "union de la jeunesse communiste révolutionnaire", mieux connue sous le terme de "gauche de Leningrad". Sa mise sous les verrous est intervenue deux jours avant la conférence nationale que ce groupe devait tenir à Leningrad. Alexandre Skobov a été condamné en avril 1979 à l'emprisonnement dans un hôpital psychiatrique puis relâché en juin 1981. Depuis il a travaillé dans une usine de céramique, puis comme bûcheron.

Irina Tsurkova, 23 ans, faisait partie du même groupe de la "gauche de Leningrad", avec son mari Arkadi Tsurkov, 23 ans également, condamné en même temps que Skobov à cinq ans de travail forcé et deux ans d'exil intérieur. Il se trouve toujours en détention. Irina Tsurkova était étudiante à l'université de Leningrad. Elle a épousé Tsurkov en prison puis a travaillé comme dactylographe dans une école d'ingénieurs de l'industrie textile. (...)

Volokhonsky a été arrêté alors qu'il enquêtait sur les tentatives d'infiltration dans le SMOT d'une organisation d'extrême-droite, le NTS (Union populaire travailliste des solidaristes). Le NTS, mouvement d'inspiration fasciste fondé en 1930 par des exilés russes, a collaboré avec les nazis pendant la guerre. Selon les affirmations d'anciens membres de sa direction, il est lui-même infiltré par le KGB jusqu'au plus haut niveau. Depuis quelques mois, ce même NTS cherche à se présenter comme le porte-parole du SMOT à l'extérieur. Le SMOT s'attend donc à ce que le KGB pré-

pare un amalgame entre les deux organisations afin de discréditer le syndicat libre.

Le 9 décembre, le conseil de délégués du SMOT a publié une déclaration rejetant tout rapport avec le NTS. La déclaration dénonce les tentatives de mainmise du NTS et précise : "Les efforts de plus en plus pressants du KGB et du NTS pour établir un lien politique et idéologique entre le SMOT et cette organisation d'émigrés, représentent une calomnie dont le KGB et le NTS, et eux seuls, portent l'entière responsabilité". Le conseil de délégués du SMOT confirme en outre que ses seuls porte-parole autorisés à l'extérieur sont Valdimir Borisov, Viktor Fainberg et Albina Yakoreva.

Votations fédérales : DEUX FOIS NON

Le PSO appelle à voter NON au nouvel article constitutionnel sur l'énergie.

Cet article va à l'encontre des préoccupations exprimées par des centaines de milliers de salariés qui, depuis 1975, ont exprimé leur désapprobation de la politique officielle de l'énergie. Il ne contient aucune prescription impérative, il est au service d'une politique résolument pro-nucléaire, comme le montre le message du Conseil fédéral, et il prévoit explicitement la protection de la propriété privée, du marché capitaliste et de leur "libre jeu", qui a justement conduit à de nombreuses atteintes à l'environnement.

Le PSO appelle les salariés à lutter en faveur d'une réorientation radicale de la politique énergétique : abandon du nucléaire, développement accéléré d'autres sources d'énergie, mesures en profondeur contre le gaspillage d'énergie et des mesures véritables de protection de l'environnement.

Le PSO appelle à voter NON aux nouvelles dispositions à propos des droits de douane sur les carburants.

Ces dispositions impliquent que les moyens de transports privés recevront encore plus de moyens financiers. On favorise ainsi un moyen de transport nuisible à l'environnement, très coûteux socialement à cause des accidents, et qui gaspille énormément d'énergie. Ces moyens financiers seraient mieux investis dans les transports publics, qui, en cas d'acceptation du projet, se verront soumis à une concurrence accrue, alors qu'aujourd'hui déjà ils font l'objet de discriminations (voir notre article page 3).

Droit à l'avortement : UN BEAU GACHIS !

"Il n'y a pas assez de partants... et ce n'est plus le bon moment !" C'est avec ces arguments démagogiques que le Parti socialiste (PS) remet à des temps meilleurs le lancement d'une initiative sur l'avortement.

Le PS n'est pas seul en cause, bien entendu, mais il a joué un rôle charnière et a mené le jeu des alliances dans une impasse prévisible.

En effet, les socialistes ont été, derrière l'USPDA, les initiateurs des contacts unitaires. Ils ont vu se dessiner deux camps, l'un avec les féministes et la gauche, rallié à la solution du délai assortie du remboursement par les caisses-maladie, l'autre à droite (avec l'USS) rejetant le remboursement. Ils ont fait le choix du deuxième camp... et ils ont misé sur le mauvais cheval, car il n'a jamais été partant ! Le premier était prêt à se lancer, clairement typé à gauche et combatif il est vrai. L'autre n'était que potentiel, les rênes tenues par les partis bourgeois et sans relâche... car attention : élections !

Et voilà qu'un an après le début des consultations unitaires, le PS déclare sans crainte les contradictions : "Il n'y a pas assez de partants... et maintenant c'est trop tard !". D'autres motifs sont évidents : les militants socialistes fatigués par l'initiative sur les crédits militaires, les pôles à concilier dans le parti, les électeurs à ménager... et l'illusion d'un "bon contre-projet" à l'initiative "pour le droit à la vie".

Mais cet échec de la politique d'alliance du PS (le non-ralliement du parti radical en particulier) et l'ajournement du lancement ont de graves conséquences.

Différer le lancement de l'initiative signifie en clair, laisser 2 ans s'écouler avant le vote sur "Droit à la vie", puis une année de renégociations.

Les féministes s'étaient préparées à une concession sur la variante avec les caisses-maladie, toutes les organisations à gauche du PS l'avaient soutenue; le PS, l'ADF, l'USPDA envisageaient un soutien.

Il ne tient qu'à l'ensemble de ces forces - OFRA, PSO, POCH, PdT, PSA, ASDAC - de reprendre les accords passés et de créer un front qui sera clairement à gauche. Et qu'on ne vienne pas nous faire la leçon : "Vous êtes irresponsables, ce serait contre-productif pour les femmes !". Car c'est bien ce gâchis d'une année qui est irresponsable aux yeux de milliers de femmes. Marie-T.

La lutte pour le droit à l'avortement : OU EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

Assemblée publique à Lausanne le vendredi 25 février à 20h.15 (Salle des Vignerons, Buffet de la Gare)

avec :

Marie-France CASALIS, membre du bureau confédéral du Mouvement français pour le planning familial;

Ruth DREIFUSS, secrétaire romande de l'Union syndicale suisse;

Marie-Thérèse SAUTEBIN, membre du comité biennois pour un Centre d'information sexuelle et de consultation (CISC) et de l'OFRA.

Organisation : Parti socialiste ouvrier (PSO); Association pour le droit à l'avortement et la contraception (ASDAC); Parti socialiste vaudois (PSV); Union suisse pour la décriminalisation de l'avortement (USPDA); Association pour les droits de la femme (ADF), Lausanne; Parti ouvrier populaire (POP); Comité Uni-Brèche; Cercle La Taupe.

Assemblée-débat CRISE ÉCONOMIQUE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

- * La crise économique et ses effets sur les pays sous-développés
- * A qui profite l'endettement du Tiers Monde ?
- * La nouvelle division internationale du travail
- * Quelle solution pour les pays pauvres ?

Avec :

Pier-Luigi GIOVANNINI, secrétaire et économiste de la Déclaration de Berne; Charles-André UDRY, économiste, journaliste à La Brèche (PSO / IVe Internationale).

Le jeudi 3 février, à l'Université de Lausanne BFHS, Dorigny, auditoire 275, 17h.15

Org. : Comité Uni-Brèche (CUB).



Crédits militaires :

UNE HISTOIRE D'AVORTEMENT ?

L'action de sauvetage entreprise par le PSO et d'autres forces pour faire aboutir l'initiative introduisant le référendum en matière de crédits militaires, lancée en cavalier seul par le Parti socialiste (PS), n'a pas l'heur de plaire à tous les responsables socialistes. Selon le *Sonntags-Blick* du 23 janvier 1983, l'un de ces notables aurait décrit la situation ainsi :

"Depuis 14 mois, nous sommes enceints d'un horrible enfant; nous refusons l'aide de la sage-femme du PSO et pensons à l'avortement, tout en sachant que le nouveau-né sera tué par le parlement et le souverain..."

Quelle hauteur de vues, quelle élégance de langage ! Il ne reste plus à notre obstétricien social-démocrate à trouver qui donc a bien pu engrosser le PS de telle manière. Et accessoirement pourquoi le PS tient tant à conserver pour lui seul un enfant qu'il considère ainsi comme si illégitime...

Heureusement, il existe dans le Parti socialiste des forces qui ont une conception de la politique un peu différente de celle de l'accoucheur cité par le *Blick*. C'est ainsi que les sections 1 et 2 du Parti socialiste zurichois ont adopté le 18 janvier 1983 la résolution suivante :

"(...)

1. Environ 4 mois avant la fin du délai de dépôt de l'initiative pour le référendum en matière de crédits militaires, le PSS ne dispose manifestement que de 60 000 signatures environ.

2. Un comité de soutien de gauche a récolté en trois mois environ près de 30 000 signatures et continue à récolter.

3. La direction du PSS a rejeté jusqu'à maintenant toutes les propositions de soutien de ce comité, ainsi que son exigence élémentaire de dépôt commun de l'ensemble des signatures, considéré comme politiquement peu souhaitable.

4. L'aboutissement de cette initiative est massivement mis en danger. Un échec serait un coup dur, non seulement pour le PS, mais aussi pour tous les efforts de la gauche politique en vue de s'opposer en commun et de manière décidée à la politique bourgeoise de réarmement et de démontage social. (...)"

La résolution indique ensuite qu'il n'y a pas lieu de faire preuve de susceptibilité politique d'un côté comme de l'autre; elle appelle toutes les sections du PS à renouveler d'efforts pour la récolte des signatures et se termine ainsi :

"Nous protestons contre l'attitude suivie jusqu'à maintenant par la direction du PS et demandons qu'elle change de point de vue. Un échec éventuel de l'initiative, quand bien même un nombre total suffisant de signatures aurait été récolté, serait le fait de sa seule responsabilité politique."

Voilà une attitude qui nous change agréablement des forçeps de l'autre et qui en plus a l'avantage d'aller dans le sens d'un aboutissement de l'initiative.

SOMMAIRE

EDITORIAL	
1983, l'année des missiles	1
POLITIQUE	
Routes nationales :	
vingt ans de manne fédérale	3
Transports : pour que roulent les capitaux...	3
Elections fédérales de 1983 :	
les "verts" veulent des sièges	8
qui sont les plus grands "verts" de Suisse ?	8
SOCIAL	
Formation professionnelle vaudoise :	
une loi pour aggraver les conditions d'apprentissage	4
Bâle, fonction publique : la base du SSP met sa direction sous pression	4
Emploi, Vaud : vers une riposte ?	4
Horlogerie : un marché de dupes : sacrifier la compensation pour sauver l'emploi	5
Affaire Schaller :	
l'honneur perdu de la justice vaudoise	5
Capitalisme et crise	5
DOSSIER	
Il y a 50 ans : les nazis prenaient le pouvoir	6-7
Léon Trotsky : classes moyennes, fascisme et révolution	7
INTERNATIONAL	
FRANCE, listes unitaires des révolutionnaires :	
"pour que ça change vraiment !"	9
POLOGNE : Solidarnosc : an 3	9
ITALIE : ce sont les ouvriers qui font le printemps !	10
À LIRE	
La Bolivie sous le couperet	11
L'ÉVÈNEMENT	
900 personnes au Forum de solidarité avec l'AMÉRIQUE CENTRALE : "on commence à parler de ce qui se passe de terrible là-bas"	12
La "réalité démesurée" de l'Amérique latine selon Garcia Marquez	12
Amérique centrale : Dieu reconnaîtra les siens	12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) . . .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, rue de la Tour 8 bis
1004, Lausanne

Editeur responsable : C. A. Udry

Imprimerie : CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche, case postale 13, 2500 Biemme 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Routes nationales :

La construction et l'entretien du réseau routier ont été, traditionnellement, l'affaire des cantons et des communes. A la fin des années 50 cependant, la construction des autoroutes a été déclarée "tâche nationale". Depuis 1959 — année où commence le programme du réseau des autoroutes et routes nationales —, la Confédération a investi des milliards dans leur construction : 19,3 milliards jusqu'en 1981.

Pour financer ce programme, un impôt spécial a été introduit en 1962 : les "droits supplémentaires sur les carburants", dont le montant a augmenté de 5 centimes par litre jusqu'à 30 centimes en 1974. Ces recettes (4,6 o/o des recettes fédérales en 1965, 8,9 o/o en 1975, 7,7 o/o en 1980) doivent être, selon la loi, obligatoirement employées pour le programme des routes nationales. Mais elles ne suffisaient de loin pas et la Confédération y a ajouté des milliards de crédits puisés dans les caisses fédérales, auxquels sont venus s'ajouter des contributions à fonds perdu (subventions) pour un montant de 1,2 milliards, également puisés dans les réserves de la Confédération.

Les entrepreneurs de la construction comme les spéculateurs sur la vente de terrains n'ont cessé de profiter de cette manne fédérale coulant à flots ininterrompus ! Les

Vingt ans de manne fédérale

coûts n'ont cessé de dépasser de plusieurs fois le montant des budgets à une vitesse vertigineuse. Une des causes essentielles de cette montée en flèche : la Confédération était bon payeur, mais les chantiers étaient sous le contrôle des cantons qui entretiennent des relations étroites avec les lobbys des entrepreneurs et des propriétaires fonciers. L'autoroute de la rive gauche du lac de Zurich en donne un bon exemple : la seule acquisition des terrains a coûté autant que l'ensemble des coûts prévus pour sa construction totale ! Il n'est pas nécessaire d'ajouter que la construction elle-même, répartie selon la "bonne règle fédéraliste" en lots relativement petits, "adaptés aux cantons", a eu le même effet.

C'est ainsi que la construction des routes nationales a entraîné d'énormes affaires. Les patrons liés à l'automobile, à la construction, aux transports routiers, les assurances et les multinationales du pétrole — pour ne mentionner que les plus importants — encaissent aujourd'hui des milliards de recettes supplémentaires. Le trafic privé a supplanté les transports publics dans bien des domaines, tant pour le transport des personnes que pour celui des marchandises, plaçant les seconds dans une situation difficile. Le tunnel routier du Gothard en reste la meilleure illustration : il a coupé la branche la plus fructueuse des recettes des CFF.

Aujourd'hui pourtant, l'essentiel du réseau autoroutier est construit. Depuis 1973, les crédits de la Confédération ont lentement pu être réduits grâce aux recettes des droits supplémentaires sur les carburants et ils devraient même être "remboursés" dès 1983. Mais en fait de remboursement, il s'agit pour beaucoup d'argent volatilisé, leur valeur ayant diminué de moitié depuis l'époque où ces crédits ont été avancés. Les ressources réservées par la Confédération pour la construction des routes nationales, soit 25 o/o des droits sur les carburants et la totalité des droits supplémentaires sur les carburants, dépasseront, dès 1983, les dépenses. Or, selon l'article 36 ter de la Constitution, les impôts douaniers supplémentaires devraient dès lors être abaissés de manière correspondante.

Tous les profiteurs du trafic privé n'entendent cependant pas laisser s'échapper leur part du gâteau. Après vingt ans de manne fédérale, ils font pression comme nous le montrons ci-contre pour arracher des subventions dans leur intérêt.

J. Steiger

Transports :



POUR QUE ROULENT LES CAPITALS...

Le 17 novembre 1982, le Conseil fédéral a publié son projet d'article constitutionnel sur la conception générale des transports. Le message détaillé suivra au printemps. En même temps, à la fin février, aura lieu la votation sur les "droits de douane sur les carburants", qui touche tout le problème de la politique des transports. Les projets du Conseil fédéral et du parlement se situent totalement dans la ligne des groupes de pression du génie civil et de la voiture, intéressés au trafic privé. Ils déterminent pour une grande part la conception générale des transports qui suivra. Les promesses du conseiller fédéral Schlumpf selon lesquelles cette "conception générale" devrait permettre au rail de rattraper son retard sur la route ne sont donc que du vent.

Comme nous le montrons dans la colonne ci-contre, la construction des autoroutes a joué, pendant vingt ans, de la manne fédérale, au grand profit des entrepreneurs, spéculateurs fonciers et patrons du secteur automobile. L'effet de cette politique a été une croissance importante des coûts d'entretien pour les budgets cantonaux. Cela à un moment où, vu la récession, les recettes tendent à diminuer.

Les coûts sociaux écartés

Mais à ces coûts s'ajoutent aussi d'énormes coûts sociaux : la motorisation croissante engendre le bruit, la pollution de l'air, les accidents, le bétonnage du pays — qui suscitent une opposition toujours plus manifeste, bien qu'encore diffuse. Les organisations écologistes, l'Association Suisse des Transports (AST) en forment les courants organisés, qui jouissent d'une réelle sympathie dans les milieux paysans et peuvent compter sur l'appui des milieux intéressés au développement des transports publics.

C'est dans ce cadre que le Conseil fédéral a cherché à établir un compromis entre les milieux du rail et ceux de la route, qui forme la trame de la "conception générale des transports". Celle-ci vise à ce que chaque secteur de transport assure lui-même "ses" coûts. Mais ce calcul des coûts a été, dès le départ, établi selon la bonne vieille méthode de comptabilité capitaliste : ne sont pris en compte que les coûts directs (infrastructures, entretien, gestion, etc...). Le bilan ne peut donc être qu'en défaveur du rail dont les énormes avantages sociaux en matière d'économies d'énergie, d'espace (pour un même volume de trafic, le rail prend trois fois moins de place), de risques (accidents infiniment plus faibles), de pollution et de bruit, sont tout simplement écartés. Une comptabilité des coûts sociaux de la route —

même partielle — révélerait pourtant qu'elle coûte sur ce plan des milliards par année.

L'offensive du lobby routier

Mais même sur la base étroite de ces calculs de coûts le trafic privé routier ne peut couvrir ses coûts par les seuls impôts sur les carburants et sur les automobiles. Il est donc subventionné, comparé au rail. C'est pourquoi le Conseil fédéral a proposé, à la fin de 1981, de maintenir au taux actuel l'impôt supplémentaire sur les carburants en l'affectant non plus aux routes nationales mais à l'ensemble du réseau routier. Quant à l'impôt normal pour les carburants, dont 60 o/o jusqu'ici devaient être affectés aux routes (42 o/o aux routes nationales), il proposa de laisser tomber ces clauses et de le verser globalement à la caisse fédérale — où il aurait de fait contribué à financer le déficit des CFF.

Ce projet n'a toutefois pas dépassé le stade de la consultation ! Associations routières et partis bourgeois l'ont rejeté dès le départ. Le 24 mars 1982, le Conseil fédéral se contenta donc de soumettre au parlement un projet qui abaisse à 50 o/o les recettes de l'impôt normal pour les carburants affectées aux routes, mais laisse l'autre moitié (500 millions), plus la totalité de l'impôt supplémentaire (1,4 milliard) à l'usage du trafic routier. Par contre, la Confédération prendrait à sa charge pour 400 millions de coûts portés par les cantons, à condition que ceux-ci compensent cela en renonçant à des subventions fédérales dans d'autres domaines.

Tout cela ne suffisait pas aux yeux du lobby routier. Le Touring Club Suisse a lancé son initiative sur l'impôt sur les carburants, qui veut maintenir la clause des 60 o/o et exige que le solde soit entièrement employé pour le trafic rou-

tier, sans compensation des cantons. Là-dessus, le parlement a mijoté un nouveau projet qui, tout en laissant la barre à 50 o/o, s'adapte aux exigences du TCS et aboutirait, s'il est accepté, à donner aux cantons plus de ressources pour les routes. C'est pourquoi nous le rejetons.

La taxe sur les poids lourds

Présentée comme un moyen de couvrir la "situation alarmante" des caisses fédérales, la taxe sur les poids lourds s'inscrit aussi dans ce cadre de la politique des transports. Le déficit des CFF est en effet avant tout dû aux pertes du trafic marchandises. Le Conseil fédéral a donc prévu une taxe à la tonne/kilomètre. La commission nationale chargée d'examiner ce projet — sous la présidence du transporteur Nebiker — proposa une taxe forfaitaire. L'effet serait à peu près le même que celui d'un buffet "à discrétion" : pour abaisser le prix, les transporteurs s'efforceraient de faire le maximum de transports, d'augmenter les tonnes/kilomètres. Les associations de transporteurs ayant encore soumis un autre projet, l'affaire reste à l'étude.

Riposte de l'AST

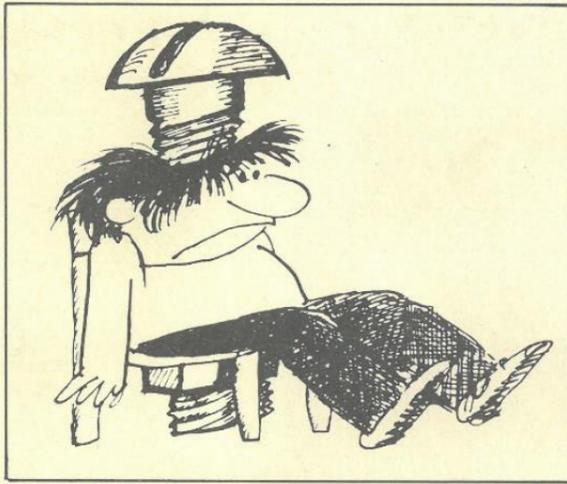
L'Association Suisse des Transports a dès lors lancé à son tour une initiative "pour une imposition juste du trafic lourd", appuyée par le WWF (World Wildlife Fund) et la Société suisse pour la protection de l'environnement. Elle incorpore aux coûts à couvrir la protection contre le bruit et les dégâts aux bâtiments. Mais elle laisse d'autres coûts sociaux et prioritaires de côté, se contentant aussi d'une taxe forfaitaire. Elle risque ainsi par faux "réalisme" d'être victime des nouveaux calculs de coûts ou d'autres manipulations.

Une politique socialiste des transports prend aussi en considération le rendement des moyens de transports en s'opposant à tout enrichissement privé dans ce domaine. Cependant elle inclut non seulement tous les coûts sociaux (y compris ceux peu quantifiables de la qualité de la vie) mais aussi d'autres priorités comme l'économie d'énergie, l'aménagement spatial, la sécurité. Tous ces éléments plaident clairement en faveur des transports publics par le rail qu'il est nécessaire de développer, si nécessaire aux dépens du trafic routier privé.

J. Steiger

Formation professionnelle vaudoise :

Une loi pour aggraver les conditions d'apprentissage



Dans sa session de février, le Grand Conseil vaudois débatta du projet de nouvelle loi sur la formation professionnelle. Ce projet institue deux nouvelles catégories d'apprentis : le pré-apprenti et le jeune en formation élémentaire. Ce sont deux voies de formation au rabais, qui vont profiter d'abord au patronat. Celui-ci disposera par là d'une main-d'œuvre bon marché, moins qualifiée et moins payée.

Préapprentissage et formation élémentaire

Dans le premier cas, le jeune qui a accumulé un retard scolaire suivra pendant une année un cours de rattrapage d'un jour par semaine; le reste du temps, il le passera en stage pratique chez un employeur. Après cette année, il essaiera d'entrer en apprentissage. Toutes les expériences faites jusqu'ici montrent que très peu de pré-apprentis réussissent à entrer véritablement en apprentissage après cette année probatoire. Avantageux pour le patron — ces pré-apprentis sont taillables et corvéables à merci — et pour l'Etat (qui peut à bon compte gonfler la statistique des places d'apprentis-

sage offertes) cette préformation va à l'encontre d'une qualification réelle. Quant à la formation élémentaire, destinée aux élèves provenant de classes spéciales ou de développement que le Conseil d'Etat juge incapable de finir un apprentissage, elle représente un apprentissage au rabais.

Cette politique de la majorité bourgeoise qui lie étroitement les conditions d'apprentissage aux intérêts patronaux transparaît clairement dans les justifications apportées pour ne pas organiser les cours d'appui pour les apprentis. Une disposition de la loi fédérale prévoit la possibilité d'organiser de tels cours pour aider l'apprenti à rattraper son retard scolaire. Ces cours devraient

être organisés pendant les heures de travail. Mais radicaux et libéraux ont le culot dans l'exposé des motifs de la loi de déclarer : "Comme on ne connaît absolument pas la demande et les possibilités concrètes, ce poste ne peut être mentionné que pour mémoire". Evidemment ces Messieurs sont naturellement bien plus à l'écoute des demandes de leurs copains-coquins de patrons que de celles des jeunes ! Voilà d'ailleurs pourquoi ils leur font cadeau de la formation élémentaire et du préapprentissage !

Refuser cette loi patronale, engager la lutte pour l'amélioration des conditions d'apprentissage

Cent pour cent au bénéfice du patronat, cette loi doit être combattue par les syndicats et par tous les partis de gauche. Elle se tait complètement sur une des questions essentielles qui se posent dans le canton : le manque de places d'apprentissage dans des professions

d'avenir comme l'électronique ou les mécaniciens-électriciens par exemple. La loi ne dit mot sur la possibilité d'ouvrir des ateliers publics d'apprentissage ou d'élargir ceux qui existent, alors que chaque année plus de la moitié des candidats qui se présentent pour suivre l'Ecole des métiers dans certaines professions sont refusés faute de place. Une enquête récente de l'Office cantonal d'orientation professionnelle a du reste montré que ce sont les filles qui sortent de l'école primaire qui ont le plus de peine à trouver un apprentissage de leur choix. Pénurie de places d'apprentissage dans certaines professions, avec pour résultat que ce sont les besoins des patrons qui dictent le choix d'une formation. Hôtellerie, vente ou bureau, c'est l'avenir professionnel qu'offre cette nouvelle loi pour les filles du canton de Vaud. Cet avenir-là n'en est pas un; voilà pourquoi nous disons non à cette loi !

correspondant vaudois

Bâle, fonction publique :

La base du SSP met sa direction sous pression

En 1973, le Conseil d'Etat de Bâle-Ville décide non seulement de bloquer mais de diminuer les effectifs de la fonction publique. A la fin 1981, 4,4 o/o des postes étaient déjà supprimés. Or, en septembre 1981, le Conseil d'Etat s'est fixé un nouvel objectif : une diminution de 10 o/o d'ici fin 1983 ! Au milieu de l'année qui vient, il va de plus soumettre au parlement un programme d'économies supprimant certains services. Si ces décisions sont suivies d'effets à la fin de l'année, un poste sur 10 sera donc supprimé alors que Bâle-Ville connaît actuellement l'un des taux de chômage parmi les plus élevés de Suisse. Or, au Conseil d'Etat, trois des sept magistrats sont... membres de la VPOD/SSP !

"Partenaire social", le SSP (Syndicat suisse des services publics, ex-VPOD) n'en a pas moins appris ces mesures par la presse, comme tout le monde. Il protesta, mais suivant le "règlement de service" de la collaboration, c'est-à-dire sans prendre position publiquement. Il se dit même prêt à ce qu'on examine les places de travail à conserver, exigeant simplement que la suppression linéaire de 10 o/o soit levée, celle-ci n'étant pas réalisable dans tous les services de l'Etat. Résultat : le Conseil d'Etat s'excusa de n'avoir pas informé le SSP plus tôt, mais les mesures ont été maintenues.

Pression de la base

Un questionnaire écrit diffusé durant l'été dernier dans tous les groupes du SSP a largement montré les effets catastrophiques qu'au-

raient les suppressions de postes. A la fin août, une assemblée des hommes de confiance du syndicat, bien fréquentée, commença pour la première fois à faire pression sur la direction : au vote, il fut réclamé des mesures énergiques pour s'opposer à ces baisses d'effectifs.

En outre, une assemblée extraordinaire de la section du SSP, à tenir avant la fin de l'année, fut imposée, contre la volonté de la direction, 400 travailleurs y ont participé le 17 décembre dernier, manifestant leur opposition aux suppressions de postes et exigeant la pleine compensation du renchérissement ainsi que des hausses du salaire réel.

Une assemblée mouvementée

Après un discours du président Miville rappelant que le personnel

n'était pas prêt à tout se laisser imposer, Walter Renschler, secrétaire-dirigeant du SSP, appela l'assemblée à prendre des positions syndicales claires. Renschler souligna même qu'une fois disparue la cosmétique sociale des années de haute conjoncture, le capitalisme avait clairement repris son vrai visage. Sur quoi plusieurs militants ont souligné les effets désastreux qu'aurait, sur leurs conditions de travail, la suppression prévue des effectifs.

Mais bien que le président Miville ait parlé dans un journal de "discussions échauffées sur des moyens d'action", le résultat est resté bien en deçà : une lettre fut envoyée à toute vitesse au Conseil d'Etat pour réclamer de nouvelles négociations. Et cette lettre reconnaît avec le gouvernement que la situation financière de l'Etat est inquiétante.

Par ailleurs, l'assemblée a décidé, en partie contre la direction, d'envisager avant mai 1983 des actions de "grève du zèle" et d'ouvrir dans la presse une discussion sur les moyens d'action. En revanche, une motion appelant l'USS (qui tient son assemblée des délégués le 31 janvier) à lancer rapidement son initiative pour les 40 heures ne fut pas soumise, n'ayant "pas été proposée dans les délais".

Echec de la collaboration

L'assemblée a pour une fois montré les limites et les faiblesses de la direction SSP de Bâle dont la politique de "franche collaboration" et de "partage des soucis" financiers de l'Etat conduit à entraver la construction d'un syndicat fort et actif. Le minimum entrepris pour s'opposer au démontage du Conseil d'Etat l'a toujours été sous la pression de quelques groupes syndicaux plus actifs qui ont réussi à convaincre l'ensemble de la section — contre la direction le plus souvent — de la nécessité d'actions concrètes. La direction du SSP n'avait elle d'ailleurs pas, en 1973 déjà, accepté les diminutions de postes, "compte tenu de la situation financière" du canton ? Elle espérait ainsi s'en voir récompensée, elle a dû avaler la couleuvre aujourd'hui.

Mais elle n'évolue pas pour autant. Interrogée sur le financement des améliorations des conditions de travail dans la fonction publique, elle répondit : "Il faut supposer qu'on peut encore épargner dans le domaine des subventions" ! Elle refuse en revanche l'idée qu'on puisse taxer davantage les hauts revenus : "Il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or", dit-elle. Et les travailleurs ?

Hans Schnegg

Emploi, Vaud :

VERS UNE RIPOSTE ?

Fin 1982 le canton de Vaud compte 1 621 chômeurs, soit une progression de 10 o/o par rapport à novembre. 2 550 travailleurs sont au chômage partiel. Ce sont les professions des branches de l'administration (commerce, bureau) ainsi que celles de l'industrie des métaux, machines et horlogerie qui sont le plus touchées. Mi-janvier une nouvelle fermeture d'entreprise était annoncée, celle de Margot Frères à Vevey, avec 50 licenciements à la clé.

Sans conteste, le Nord vaudois est une des régions les plus touchées, avec la Vallée de Joux. L'avenir des emplois à HPI-Olivetti à Yverdon et Sainte-Croix est fortement mis en question : les 210 licenciements annoncés en décembre sont, d'après la direction, en fait 210 suppressions de postes de travail complets, ce qui signifie qu'il y aura plus que 210 travailleurs licenciés, certains(e)s travaillant à temps partiel. Deuxièmement, à partir de juin, le chômage partiel ne sera plus payé par les caisses de chômage. Or la quasi totalité des travailleurs de HPI sont dans cette situation. Enfin dernier signe alarmant : HPI a proposé à la commune de lui vendre le réfectoire dans lequel mangent les travailleurs !

Autant d'indices qui ne trompent pas : Olivetti est en train de préparer de nouveaux mauvais coups, la fermeture d'une ou des deux usines avec le simple maintien d'un minimum : ateliers de réparation et réseau de distribution.

Dans cette situation, la section yverdonnoise du PSO avait pris l'initiative, avant la fin de l'année, de réunir toutes les organisations ouvrières de la région (syndicales, politiques et de l'immigration) afin d'envisager des actions communes pour défendre les emplois. Un communiqué commun avait été publié à cette occasion.

Parallèlement la section vaudoise du PSO avait écrit à toutes les organisations ouvrières du canton pour préparer ensemble une manifestation centrale à Lausanne contre les attaques patronales à l'emploi et aux salaires, dans le secteur public et privé. Cette proposition a rencontré un écho réel dans certaines sections du Parti socialiste vaudois ainsi que parmi des fédérations syndicales. A son assemblée extraordinaire de délégués du 14 janvier, le Cartel syndical vaudois a décidé d'organiser une manifestation centrale, le samedi 19 mars à Lausanne, si elle n'entraine pas en concurrence avec celles prévues par l'USS.

Le comité unitaire d'Yverdon, qui regroupe aujourd'hui les partis socialistes d'Yverdon, Sainte-Croix et Grandson, la FTMH, le MPF, le POP et le PSO, a décidé de tout mettre en œuvre pour assurer le succès de cette manifestation, en préparant la mobilisation par l'organisation d'un forum sur l'emploi à Yverdon, le 4 ou le 11 mars. La section vaudoise du PSO engagera toutes ses forces pour contribuer au succès de la manifestation du 19 mars. Elle appelle toutes les organisations ouvrières à faire de même.

Horlogerie :

Un marché de dupes : sacrifier la compensation pour sauver l'emploi

Les trusts horlogers appuyés par les banques ont décidé de refuser la compensation du renchérissement pour 1983. Si les salaires ne sont pas indexés au coût de la vie, les travailleurs devraient y perdre environ 150 francs par mois ! La Confédération d'Industrie de la FTMH n'a pas su, de son côté, proposer une mobilisation pour tenter de forcer la main aux patrons : on fera donc appel au Tribunal arbitral. Il n'y a pas grand chose à en attendre, si les travailleurs ne s'engagent pas massivement dans cette bataille ! C'est pourquoi le PSO propose des actions concrètes, dans les entreprises et au niveau national.

On connaît la chanson : si vous voulez sauver vos emplois, montrez-vous compréhensifs sur les salaires... Et pourtant, malgré les sacrifices consentis par les horlogers, un emploi sur deux a été liquidé depuis dix ans. Et certains ont le culot de brandir encore ce chantage...

En fait, la crise horlogère suisse n'a pas grand chose à voir avec les prétentions salariales des ouvriers. Le niveau des salaires a une incidence mineure sur la compétitivité de la branche. Ce qui compte, c'est l'avance technologique et l'importance des séries (voir le *Bulletin du Crédit Suisse*, décembre 1982).

Par ailleurs, le chiffre d'affaires par travailleur n'a cessé d'augmenter durant les dernières années, même en francs constants. De 1975 à 1981, le chiffre d'affaires par personne de l'ASUAG a augmenté de 26 0/0 en termes réels, passant de 62 350 francs à 78 740 (en francs de 1975). Alors donc que les prestations des salariés augmentent, on prétend réduire leur rémunération ! C'est sans doute un des mystères dont le capitalisme a le secret...

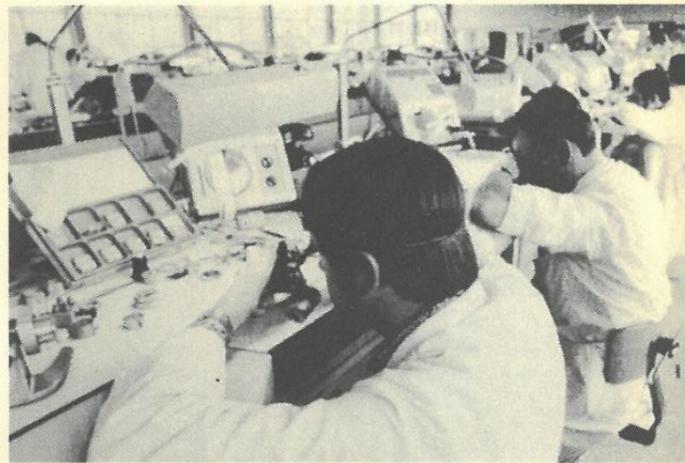
Enfin, si l'horlogerie connaît bien une crise profonde, les banques qui la contrôlent se portent à

merveille. Le total du bilan des principales banques s'élevait à 560 milliards pour 1981, avec un bénéfice net de 2,6 milliards. Les employés de banque ont certes accepté une compensation partielle du renchérissement, mais ils ont reçu la différence sous forme d'augmentations salariales. Leur pouvoir d'achat a été maintenu. Celui des horlogers doit aussi être intégralement maintenu. Eux aussi, en réalité, sont des employés de banque !

C'est pourquoi le PSO considère qu'il faut, aujourd'hui plus que jamais, se mobiliser pour exiger la pleine compensation, c'est-à-dire 1 716 francs d'arriérés pour 1982 (beaucoup ne les ont pas touchés) et 100 francs de plus par mois dès janvier (80 francs dès août).

- Pour maintenir notre pouvoir d'achat : compensation intégrale des salaires !
- Pour défendre l'emploi : contrôle public sur les trusts horlogers, l'ASUAG et la SSIH !

Freda



UNE CONFÉRENCE D'INDUSTRIE POUR RIEN ?

Le 18 décembre de l'année passée, la FTMH horlogère a réuni une conférence de délégués. Ce fut une bonne illustration de la crise dans laquelle se trouve le syndicat, totalement pris de court par la brutalité des attaques patronales.

Le potentiel de combativité exprimée par la manifestation du 25 septembre a été gaspillé; l'appel à poursuivre l'action lancé par un délégué n'a pas été entendu.

Dans ces conditions, il ne restait aux délégués que des choix peu ragoûtants : soit aller dans le sens d'un accord boîte par boîte (prélude dans la tête de certains dirigeants à l'abandon du système de compensation national qui est l'un des rares acquis de la convention actuelle), soit faire recours, sans espoir, au Tribunal arbitral.

C'est à cette seconde option que s'est ralliée une courte majorité. Il serait faux de ne voir dans cette décision que l'hésitation de certains responsables locaux devant des négociations "laborieuses" en perspective. Le ton de plusieurs interventions reflétait la colère devant notre impuissance à affronter le patronat à armes égales, dans le carcan de la paix du travail.

La solution de compromis présentée par la section de Bienne (négociations tout de suite et recours au Tribunal horloger au printemps, en cas d'échec), si elle s'était appuyée sur des propositions de mobilisation, aurait représenté une solution acceptable.

Une bonne idée pour finir : une section propose que Tschumi abandonne son strapontin à l'ASUAG !

correspondant

Affaire Schaller :

L'honneur perdu de la justice vaudoise

Faute de pouvoir ravalier sa réputation, passablement malmenée l'année dernière dans les affaires des juges Tenthorey, Châtelain et les procès de Lôzane bouge et de l'avocat Rambert, la justice vaudoise a décidé de restaurer son autorité. Pour ce faire, il faut d'abord éliminer les gêneurs venus d'ailleurs et, dans le même mouvement, faire passer aux autres avocats l'envie de suivre leur exemple.

"Question de confiance en soi"

D'autant que les bourgeois du coin trouvent que ça commence à bien faire. Dans un article du 16 novembre 1982, la *Gazette de Lausanne* donne le ton : "(...) Il est à souhaiter que cela change. Et qu'au lieu d'écouter, l'oreille basse et la honte au front, des agités qui n'ont rien compris à notre peuple et à ses usages, on leur fasse savoir que nul ne peut impunément nous danser sur le ventre et salir à plaisir les institutions que nous nous sommes démocratiquement données. Question de confiance en soi. (...) Après tout c'est à la vigueur des coups de pieds au derrière qu'il réserve aux charlatans et aux imposteurs que se mesure la santé d'un peuple..."

Le 13 décembre 1982, la Chambre des avocats du Canton de Vaud applique les instructions de la *Gazette* dans la quiétude du huis-clos. Me Lob se voit infliger un avertissement, Me Garbade, une amende de 1 000 francs. Quant à Me Schaller, les "caciques du barreau" (selon *24 Heures*) ont décidé d'avoir sa peau. Son cas est renvoyé devant le Tribunal cantonal avec

recommandation de suspendre son droit de plaider dans le canton pendant deux ans. C'est que Me Schaller est l'homme à abattre. De près ou de loin, son nom est lié à presque toutes les déconvenues qui ont troublé la justice vaudoise pendant l'année dernière. La vendetta remonte au printemps passé quand une enquête disciplinaire fut ouverte contre lui pour sa défense de Franz Weber. La Chambre des avocats a simplement rajouté sa défense de Lôzane bouge à ce procès en sorcellerie.

Les crimes de Me Schaller

Quelle est donc la liste des crimes de Me Schaller ? En général de manquer de respect envers la justice vaudoise. Il faut dire qu'une sérieuse dose de tartufferie est requise pour faire montre de respect envers cette justice. Qu'on en juge par la suite : ces messieurs ne reprochent rien moins à Me Schaller que d'avoir porté un costume gris clair et une cravate rouge à l'audience¹⁾. Si ce chef d'accusation est révélateur du fétichisme exacerbé des magistrats vaudois, le suivant trahit avec une ironie toute freudienne leurs préoccupations essentielles.

Ils accusent Me Schaller de recourir aux interviews et aux conférences de presse pour se faire une publicité lucrative.

Si la justice vaudoise use de ces accusations burlesques, c'est qu'elle doit taire le véritable motif de son inquisition. En faisant taire Me Schaller, les juges vaudois veulent réaffirmer leur droit de réprimer sans contestation toute opposition à l'ordre, d'appliquer dans toute leur rigueur les nombreux articles antidémocratiques de la législation

bourgeoise helvétique.

Me Schaller doit être acquitté !

La défense de Me Schaller, c'est la défense de la liberté d'expression de tous les mouvements d'opposition, du libre exercice de tous les droits démocratiques qui sont remis en cause aujourd'hui. Le 8 février, le Tribunal cantonal, juge et partie, doit statuer, à huis clos toujours, sur la suspension de Me

Schaller. Pour empêcher sa condamnation, les juristes progressistes lancent un appel pour la "sauvegarde de la liberté d'expression". Le PSO invite tout le mouvement ouvrier à soutenir massivement cet appel.

C. Vallotton

1) Cela pourrait d'ailleurs constituer une tragique erreur judiciaire à ajouter à l'histoire du barreau : l'avocat de Me Schaller soutient qu'il s'agissait d'un costume gris sombre ! La Brèche est encore en train d'enquêter à ce sujet...

*** CAPITALISME ET CRISE ***

L'Ordre Professionnel (journal patronal) du 14 janvier 1983 avoue la vérité : le revenu disponible par habitant, après déduction des impôts et des cotisations sociales, n'a quasiment pas augmenté en termes réels depuis 1970. Le graphique que publie ce journal le montre mieux que toutes les explications.



La progression des impôts et les hausses des cotisations sociales sont en grande partie à l'origine de cette stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs. Un démenti cinglant à la campagne patronale, reprise par le gouvernement, les médias et même des dirigeants syndicaux, qui prétend que les travailleurs auraient reçu 2,5 0/0 de "trop" avec le calcul de l'indice des prix !

Nouvelle "bonne recette" de l'impôt fédéral, annonce la presse : contrairement aux prévisions d'un déficit de 1,1 milliard, les impôts ont rapporté près d'un milliard de plus que prévu. Comme l'année dernière, après qu'on eut fait voter le bon peuple sur des diminutions des dépenses sociales

de l'Etat à cause de la "crise financière" de la Confédération. Ce bon résultat, une fois encore, est dû aux recettes supplémentaires de l'impôt anticipé, soit de l'impôt sur la fortune. Les experts estiment que bien des riches préfèrent payer l'impôt anticipé (35 0/0) plutôt que de le retirer après déclaration : à croire qu'ils seraient sans doute taxés davantage. Les banques — qui savent qu'on leur demande d'imposer les avoirs fiduciaires étrangers — ne sont certainement pas étrangères à l'affaire. Il leur suffit, pour calmer les esprits, de placer davantage de capitaux sur des opérations soumises à l'impôt anticipé pour accroître soudain les recettes fiscales. Comme quoi la "fatalité" des caisses vides n'est pas aussi fatale qu'on nous le dit...

Burke

Pourquoi la bourgeoisie allemande a-t-elle fait appel à Hitler ?

L'effondrement économique de 1929, s'ajoutant à des déséquilibres antérieurs, avait plongé le capitalisme allemand dans une crise profonde et même exceptionnelle. Le revenu national allemand recule de 40 o/o entre 1929 et 1932. La production industrielle passe de la base 100 en 1929 à 55 en 1932. Le crédit est au bord de la banqueroute, le pays compte 6 millions de chômeurs (30 o/o des salariés, avec des pointes à 50 o/o dans certaines régions). Les salaires perdent 35 o/o de leur valeur nominale.

Le capitalisme allemand se doit donc de prendre des mesures extrêmement sévères. Le programme du fascisme allemand — non seulement son programme économique (relance par les travaux publics et surtout par le développement de l'industrie d'armement), mais aussi son programme "politique" de mise au pas, par la terreur, de la classe ouvrière pour une longue durée — lui apparaîtra finalement comme la meilleure solution.

La décision de porter Hitler au pouvoir est prise le 4 janvier 1933, lors d'une entrevue entre von Papen (un ancien chancelier) et Hitler, dans la maison d'un grand banquier de Cologne, von Schröder, qui avait des liens avec l'industrie lourde de Rhénanie-Westphalie. Celui-ci rapporte les contacts pris pour cette entrevue : "Les objectifs généraux des gens de l'économie étaient de voir arriver au pouvoir un chef fort en Allemagne, qui formerait un gouvernement qui resterait longtemps au pouvoir (...) L'une des préoccupations générales de l'économie était la peur du bolchévisme et l'espoir que le national-socialisme (...) établirait un ordre économique et politique durable en Allemagne. Un autre intérêt général résidait dans le souhait de voir le programme économique d'Hitler se réaliser. (...) Le programme économique d'Hitler était connu de l'économie, qui l'approuvait".

En portant Hitler au pouvoir, le grand capital fut bien servi : malgré la résorption du chômage, puis le manque de main-d'œuvre, les salaires horaires des ouvriers restèrent inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise. De 1932 à 1938, la part du capital dans le revenu national passa de 17,4 o/o à 26,6 o/o. Le capital total des sociétés allemandes grimpa de 20,6 milliards de marks en 1933 à 29 milliards en 1942, alors que la concentration des entreprises et le développement des trusts s'accéléraient. En réponse à l'un de ses disciples mécontent (Otto Strasser), Hitler s'était écrié : "Me croyez-vous assez fou pour vouloir ruiner la grande industrie allemande ?". La réponse est de toute évidence négative.

Comment le fascisme pouvait-il espérer réussir ce que l'Etat allemand n'avait pu faire, c'est-à-dire briser le mouvement ouvrier ?

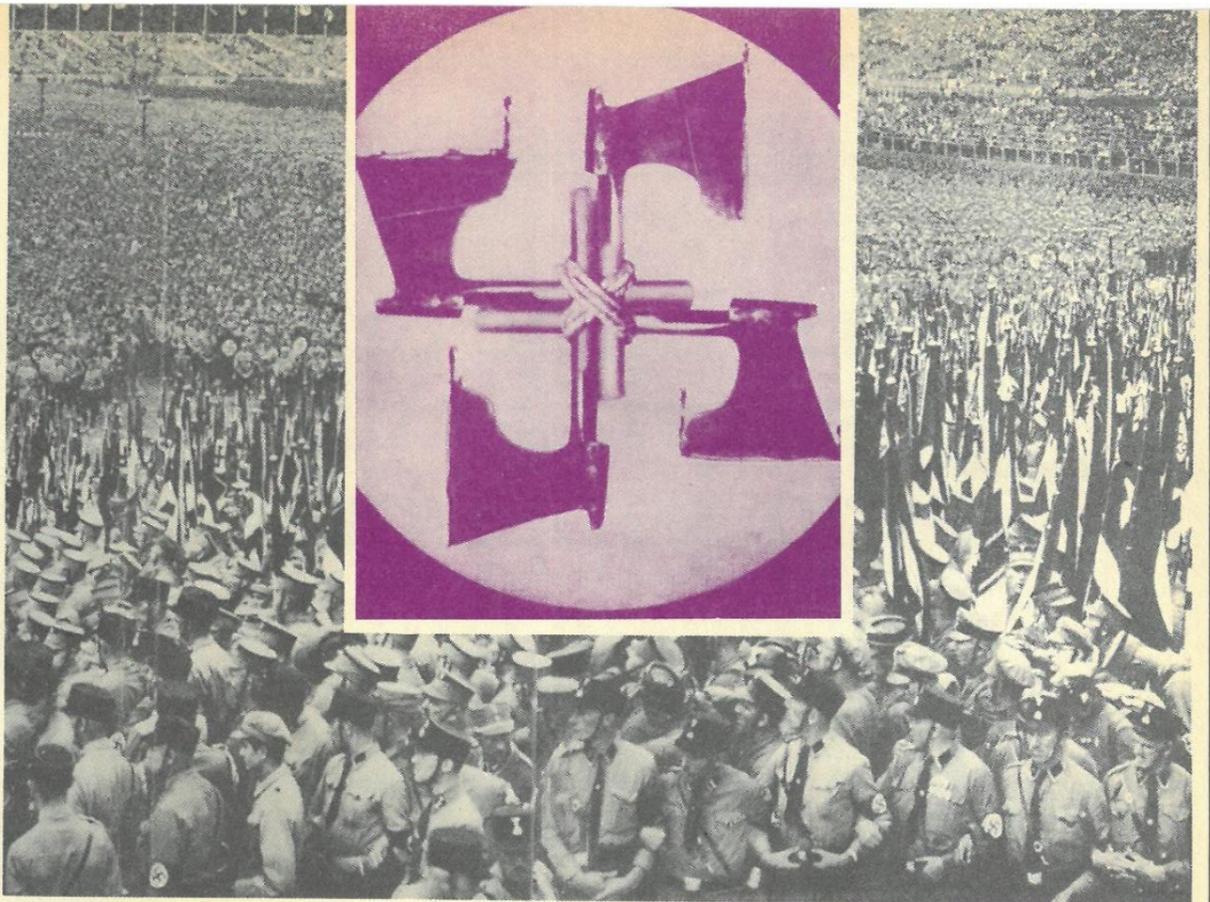
Il lui fallait non seulement défaire politiquement le mouvement ouvrier, mais encore empêcher toute forme d'organisation indépendante, toute tentative de résistance. Comme le disait Trotsky : "Le fascisme n'est pas simplement un système de répression, d'actes de force et de terreur policière. Le fascisme est un système particulier d'Etat, fondé sur l'extermination de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme ne consiste pas seulement à briser l'avant-garde prolétarienne, mais aussi à maintenir toute la classe dans un état de fragmentation forcée. Pour cela l'extermination physique de la couche ouvrière la plus révolutionnaire est insuffisante. Il faut détruire toutes les organisations indépendantes et libres, anéantir tous les points d'appui du prolétariat et exterminer les résultats du travail de trois quarts de siècle de la social-démocratie et des syndicats".

Pour pouvoir exécuter ces tâches, le fascisme doit disposer d'une base sociale, être un véritable mouvement de masse. C'est ce qui lui donne sa "supériorité" sur une dictature militaire, ce qui lui permet d'atomiser, de diviser et de démoraliser durablement la classe ouvrière. Il lui faut pouvoir placer un mouchard nazi derrière chaque ouvrier conscient.

Où le fascisme recrute-t-il ses troupes ?

Au départ, l'influence de ses théories et l'attrait de ses méthodes de gangster lui permit de gagner en audience auprès des soldats démobilisés, de cette génération des "gueules cassées", dont toute l'éducation humaniste s'était faite dans les tranchées de la Grande Guerre et dans les boucheries façon Verdun. En Allemagne nombre d'entre eux étaient membres de véritables milices patronales, les Corps-francs. A ce noyau d'origine, vient s'ajouter ce que Trotsky appelle une "poussière d'humanité" : des déclassés de toute sorte, du proxénète au boutiquier mis sur la paille par les grands magasins, en passant par le rentier ruiné par l'inflation. Hitler était un artiste raté; Horst Wessel, le héros et martyr officiel du nazisme, était un vulgaire maquereau; Himmler, le dirigeant des SS, un ancien éleveur de poulets ruiné; Goering, un militaire de carrière cocaïnoman. L'échantillon est parlant. Pour devenir enfin un mouvement de masse, le fascisme devra encadrer et mobiliser les classes moyennes, elles aussi durement touchées par la crise, puisque l'épargne fond, que les salaires des employés sont quelquefois plus sévèrement atteints que ceux des ouvriers, que les rentes perdent leur valeur, que la concentration du capital et la concurrence frappent l'artisan et le commerçant.

Cette sensibilité des classes moyennes, de la petite-bourgeoisie, à la propagande fasciste ne signifie toutefois



Il y a 50 ans :

LES NAZIS PRENAIENT LE POUVOIR

30 janvier 1933 : Adolf Hitler est nommé chancelier du Reich allemand. 5 mars 1933 : les nazis sont majoritaires au parlement, grâce à une coalition. 2 mai 1933 : dissolution des syndicats. La vague de répression contre le mouvement ouvrier, commencée dès février 1933, peut se dérouler librement; la destruction physique de ses organisations, de ses dirigeants et de ses membres est entamée. Au bout du chemin : la Deuxième Guerre mondiale et ses 66 millions de morts.

Depuis lors, les "théories" et autres "explications" du fascisme se sont succédé. Dans leur écrasante majorité, elles avaient pour but, avoué ou non, de taire ou d'édulcorer la fonction fondamentale du fascisme. De la conception de la "responsabilité collective" du peuple allemand, qui permet si aisément à la bourgeoisie de se défaire de son écrasante responsabilité, à celle de la "folie" d'Hitler, du nazisme ou "des Allemands", elles cherchent toutes à évacuer le fait que "la fonction historique de la prise du pouvoir par les fascistes consiste à modifier par la force et la violence les conditions de reproduction du capital en faveur des groupes décisifs du capitalisme monopoliste" (Ernest Mandel).

Or, à l'époque même où Hitler entamait sa marche vers le pouvoir, un courant politique, le nôtre, analysait avec rigueur les caractéristiques du fascisme et avançait les propositions politiques qui auraient permis au mouvement ouvrier de lui barrer définitivement la route.

Il nous a semblé nécessaire, 50 ans après, de reproduire, sous la forme simple de questions-réponses, les éléments essentiels de cette analyse et de ces propositions d'action. Car, comme le disait Brecht, le ventre d'où sortit la bête est encore fécond.

pas qu'elles ne puissent pas se tourner du côté du prolétariat, comme Trotsky l'explique dans notre colonne en page 7.

Justement, comment le mouvement ouvrier a-t-il pu être vaincu, alors que le prolétariat allemand était l'un des plus forts et expérimentés ?

Du côté des directions social-démocrates et des syndicats, l'aveuglement fut dramatique. Toute la stratégie de la social-démocratie se résuma au fond à faire confiance à l'Etat bourgeois, à sa Constitution, pour s'opposer au fascisme et à refuser systématiquement de lancer ses troupes à l'action contre les nerfs hitlériens. Par une ironie de l'histoire, c'est précisément par la voie constitutionnelle que commença le coup d'Etat fasciste ! Julius Braunthal, journaliste social-démocrate et futur secrétaire de la IIe Internationale, décrit ainsi la situation au jour de la nomination d'Hitler au poste de chancelier :

"Dans l'après-midi et dans la soirée du 30 janvier, il se produisit dans les grandes villes d'Allemagne de puissantes démonstrations ouvrières spontanées. Des délégations des grandes entreprises et des responsables locaux du parti arrivèrent ce jour même à Berlin pour y prendre des consignes de lutte; le Comité national de l'ADGB (centrale syndi-

cale) se réunit le soir même avec la direction du parti, la fraction sociale-démocrate du Reichstag, les dirigeants de la Reichsbanner (organisation de combat du Parti socialiste) et du Eiserner Front (front antifasciste); à cette réunion, il fut décidé d'entreprendre en principe la lutte contre Hitler (...) Les ouvriers furent avisés dans les entreprises d'avoir à se tenir prêts pour un appel à la grève générale, les ouvriers s'armèrent du mieux qu'ils purent, les manifestations de masse du Eiserner Front eurent une ampleur énorme, et après un immense rassemblement au Lustgarten de Berlin le 7 février, le 'Vorwärts' écrivait : 'Berlin n'est pas Rome, Hitler n'est pas Mussolini. Berlin ne sera jamais la capitale d'un Reich fasciste. Berlin reste rouge'."

On voit combien la volonté de se battre réellement était présente dans la classe ouvrière, combien, contrairement à certaines légendes, elle était combative, malgré la progression du fascisme et la crise. Mais lisons la suite du récit de Braunthal :

"Mais dans les délibérations de la direction du parti, au cours de la nuit du 30 janvier, les arguments de prudence et de réserve l'emportèrent déjà sur ceux qui se prononçaient pour l'ouverture immédiate du combat. La direction du parti considérait que la nomination de Hitler comme chancelier du Reich n'était nullement identique à une prise de pouvoir par lui (...) La direction du parti décida de ne rien entreprendre sur le moment mais au

contraire d'attendre le développement ultérieur des choses. 'Contre ce gouvernement qui menace d'un coup d'Etat, était-il écrit dans le 'Vorwärts', la social-démocratie et tout le Eiserner Front se placent des deux pieds sur le terrain de la Constitution et de la légalité. Elle ne fera pas le premier pas hors de ce terrain'...

Cette trahison ouverte n'était toutefois pas pour surprendre ceux qui avaient vu comment les précédents dirigeants sociaux-démocrates s'étaient agenouillés devant le Kaiser et l'Etat-major de l'armée allemande en août 1914, en votant les crédits de guerre. Le problème est que les travailleurs sociaux-démocrates n'ont pu se rallier à une autre politique que celle de la défaite sans combat, à cause de la politique sectaire et absurde du Parti communiste allemand (KPD) et de l'Internationale communiste (IC), sous la direction de Staline.

Quelle fut l'erreur du Parti communiste allemand ?

A partir d'une conception simpliste des effets de la crise, qui devait nécessairement renforcer le camp révolutionnaire et radicaliser les masses, l'IC élaborait une ligne politique dite de la "troisième période", ultra-sectaire qui mettait presque sur le même pied la social-démocratie et le fascisme : "Le fascisme est une organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme" (Staline). La social-démocratie devenait ainsi le "social-fascisme" et la presse du parti lançait des mots d'ordre du genre "Cassez les sociaux-fascistes de leurs fonctions dans les entreprises et dans les syndicats". En même temps, le danger fasciste était largement sous-estimé : "Messieurs les fascistes ne nous effraient pas; ils s'useront beaucoup plus vite que n'importe quel autre gouvernement" (Discours de Remmele, responsable du KPD, au Reichstag).

Dans le cadre d'une telle politique, il était évidemment impossible de trouver une oreille attentive auprès des travailleurs sociaux-démocrates. D'autant plus que le Parti communiste fit même alliance avec les fascistes pour essayer de démettre le gouvernement social-démocrate de la Prusse en août 1932.

Cela isolait complètement le Parti communiste allemand, non seulement politiquement mais aussi socialement, puisqu'il comptait bientôt une écrasante majorité de chômeurs dans ses rangs, ce qui l'empêchait même d'être présent là où se trouvait la grande masse des travailleurs sociaux-démocrates, c'est-à-dire dans les entreprises.

Mais la pression de la classe ouvrière allemande pour l'unité d'action, pour le front unique, était suffisamment

Dans la lutte contre le fascisme, une place immense revient aux comités d'usine. Il faut sur ce point un programme d'action particulièrement soigné. Chaque usine doit se transformer en une forteresse antifasciste avec son commandant et ses équipes de combat. Il faut se procurer le plan des casernes et des autres foyers fascistes dans chaque ville, dans chaque district. Les fascistes essaient d'encercler les foyers révolutionnaires. Il faut encercler l'encercler. L'accord sur ce terrain avec les organisations sociales-démocrates et syndicales est non seulement admissible mais encore obligatoire. Le refus au nom de considérations 'de principe' (en fait par bêtise bureaucratique ou, pire encore, par lâcheté) revient à aider directement le fascisme."

Mais cette démarche de front unique, était-elle réaliste ?

Certainement : on a vu, avec la description faite par Braunthal, la volonté de lutte des travailleurs allemands; on a vu que leur pression vers l'unité d'action était suffisamment forte pour amener le Parti communiste à avancer, pour couvrir sa politique sectaire et criminelle, le mot d'ordre de "front unique à la base". Et l'expérience historique a montré que, face au fascisme, mais pas seulement dans ce cas, la tendance naturelle des travailleurs va vers l'unité d'action (en Espagne et en France, par exemple). La politique de front unique n'était donc nullement une utopie, mais bien la seule voie.

POUR EN SAVOIR PLUS

Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, Buchet/Chastel : l'ouvrage de référence, dans lequel Trotsky développe, en suivant les événements, sa conception du fascisme et les moyens de l'abattre.

Ernest Mandel, *Du fascisme*, Maspero : résumé synthétique et argumenté des positions du courant trotskyste.

Georg Junclas, *Fascisme et démocratie*, Cahiers rouge no 16 : petite brochure traitant des différentes formes de domination politique de la bourgeoisie.

Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale Communiste*, tome II, La Brèche : l'exposé des raisons de la faillite de l'Internationale Communiste dans la révolution allemande.

Charles Bettelheim, *L'économie allemande sous le nazisme*, Maspero, ainsi que Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Maspero : pour savoir qui étaient les vrais bénéficiaires du fascisme.

Du reste, on sait maintenant, grâce à des témoignages d'anciens militants ouvriers, que ce front unique fut réalisé



Février 1933 : des militants communistes sont emmenés dans une cave de torture des SA (sections d'assaut) nazies.

forte pour que le Parti communiste avance un succédané politique stupide : le front unique à la base seulement. Soit des propositions d'actions communes excluant d'avance la direction social-démocrate. Il est clair que tout travailleur membre du Parti socialiste, faisant encore confiance à sa direction, ne pouvait pas comprendre les raisons de cette exclusive. Mais la confiance portée à sa direction ne l'empêchait pas de vouloir se battre quand même contre le fascisme. C'est sur cette volonté de lutte et d'action qu'il aurait fallu jouer, en forçant la direction de la social-démocratie et des syndicats à l'unité d'action.

C'est ce que proposaient Trotsky et les révolutionnaires de l'Opposition de gauche ?

Exactement. Non pas de trouver un accord politique général avec la social-démocratie — absolument impossible —, mais un accord sur un certain nombre de points d'actions communes de tout le mouvement ouvrier, contre le fascisme. C'était là le point de départ du front unique ("marcher séparément, frapper ensemble"). Dans une "lettre ouverte à un ouvrier communiste allemand", Trotsky explique le sens de cette démarche : "Enfin, il faut rapidement mettre au point un ensemble pratique de mesures, non dans le but de 'démasser' la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but de lutter effectivement contre le fascisme. Ce programme doit porter sur la protection des usines, la liberté d'action des comités d'usine, l'intangibilité des organisations et des institutions ouvrières, la question des dépôts d'armes dont peuvent s'emparer les fascistes, sur les mesures à prendre en cas de danger, c'est-à-dire sur les actions militantes des détachements communistes et sociaux-démocrates, etc.

dans quelques petites villes ou quartiers ouvriers, éloignés des appareils politiques des partis du mouvement ouvrier, pouvant ainsi échapper au contrôle des directions farouchement opposées à ce genre d'expérimentation.

C'est ainsi que dans la petite ville de Bruchsal, où l'Opposition de gauche à l'intérieur du KPD était forte, un comité d'action réunissant toutes les organisations ouvrières de l'endroit permit de mobiliser en permanence un millier de militants ouvriers antifascistes. Sur ordre d'en haut, les sociaux-démocrates mirent fin à l'expérience.

Une initiative semblable exista aussi dans le quartier ouvrier d'Orianenburg à Berlin, d'où les fascistes furent rapidement expulsés.

Dans la petite ville ouvrière de Hechingen (textile et industrie du cuir), une telle politique interdisait pratiquement au fascisme de simplement prendre pied, alors que les partis ouvriers élargirent de beaucoup leur audience, y compris auprès des travailleurs catholiques.

Ce sont là de petits exemples, isolés, qui soulignent toutefois que le front unique était réalisable et que lorsqu'il se réalisait, la force du fascisme se trouvait très largement entamée.

Cela montre à petite échelle la dynamique positive qu'enclenche la réalisation du front unique, qui aurait pu faire régresser profondément le fascisme, lui aurait coupé son influence de masse, posant ainsi la question du maintien du capitalisme allemand dans des termes radicalement nouveaux.

Dossier préparé par Eric Peter

Léon Trotsky :

Classes moyennes, fascisme et révolution

« (...) Mais cela ne signifie pas du tout que les masses qui suivent le radicalisme doivent inévitablement reporter leurs espoirs sur le fascisme. Certes, la partie la plus démoralisée, la plus déclassée et la plus avide de la jeunesse des classes moyennes a déjà fixé son choix dans cette direction. C'est dans ce réservoir que puisent surtout les bandes fascistes. Mais les lourdes masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes n'ont pas encore choisi. Elles hésitent devant une grave décision. C'est précisément parce qu'elles hésitent qu'elles continuent encore, mais déjà sans avoir confiance, à voter pour les radicaux. Ces hésitations, cette irrésolution ne dureront pourtant pas des années, mais seulement des mois. Le développement politique va prendre, dans la période qui vient, un rythme fébrile. La petite bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle a foi dans une autre voie. L'autre voie, c'est la révolution prolétarienne.

Les routiniers du Parlement qui croient bien connaître le peuple aiment à répéter : "Il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes". Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fautive. Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes. Sinon, comment aurait-il pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de "justice". Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les "mesures extrêmes". Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses, ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche ? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires — psychologie qui découle de la crise sociale —, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un "chef" qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées; d'une "poussière humaine" — selon notre expression — il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a prouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes : "Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme : je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné". Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le Front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire. »

(Léon Trotsky, *Où va la France*, in *Le Mouvement communiste en France*, Ed. de Minuit, pp. 457-459)

Elections fédérales de 1983 :

LES «VERTS» VEULENT DES SIÈGES

Ainsi, en Suisse aussi un courant "vert" cherche à se structurer en vue des élections. Au même moment où le parti vert en Allemagne fédérale cherche à dépasser la barre des 5 o/o des voix pour pénétrer au Bundestag, en Suisse des regroupements cantonaux se disant "verts" commencent à se réunir en vue de présenter des listes communes à l'occasion des prochaines élections fédérales.

La montée du courant écologiste et alternatif en RFA est liée à trois facteurs qu'il convient de garder à l'esprit lorsqu'on tente de juger des verts helvétiques.

D'abord, ils sont l'une des expressions politiques du formidable mouvement contre le stationnement de nouveaux missiles nucléaires en Europe. Rappelons que ces mobilisations furent l'une des causes de la crise de la coalition socialo-libérale sous le chancelier Schmidt. Ensuite, ils expriment de manière confuse la mise en mouvement de couches minoritaires de salariés et de jeunes à la gauche de la social-démocratie. Enfin, ils sont le fruit d'une décomposition d'une partie des organisations révolutionnaires, avant tout maoïstes, issues de 1968, qui n'avaient su trouver une voie vers le mouvement ouvrier organisé. Le fait qu'il ne s'agisse pas d'un phénomène purement écologiste s'exprime dans certaines décisions du dernier congrès du parti vert. Il fut obligé de se prononcer tant en faveur de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire que d'une socialisation des moyens

de production. Les verts, aussi écologistes soient-ils, sont en effet obligés par l'ampleur de la crise et du chômage en Allemagne fédérale de prendre des options programmatiques allant vers la satisfaction des besoins de l'ensemble des salariés. A défaut, ils courent le risque de succomber à la pression d'un parti social-démocrate puissant dans l'opposition et capable — cela n'est pas exclu — d'une remontée, voire d'une victoire, électorale.

Car la leçon du dernier congrès des verts allemands est bien celle-là : ils étaient contraints de se définir politiquement par rapport au Parti social-démocrate et d'essayer d'apporter des réponses aux problèmes posés aux salariés allemands par la crise. Aucun faux-fuyant "écologiste" n'a pu masquer cette donnée essentielle du débat. Autre chose est, évidemment, la clarté et l'élaboration suffisante des réponses. Mais les verts ne pouvaient se contenter de proposer comme solution au chômage, le développement d'un réseau d'entreprises "alternatives" !

Ce genre de contradictions est présent — à un degré moindre — dans les débats que des courants verts tentent d'ouvrir en Suisse. Nous publions ci-dessous un premier bilan du débat qui a opposé différents courants verts et les POCH (Organisations progressistes) lors d'une réunion le 15 janvier, à laquelle le PSO assistait à titre d'observateur.

A. Meylan

QUI SONT LES PLUS GRANDS «VERTS» DE SUISSE ?

L'Alternative démocratique (AD) de Berne avait invité tous les verts de Suisse avec un but déclaré : la constitution de la "Fédération des Verts de Suisse". Le but non-déclaré : qui aura droit, en automne 1983, d'aller à la pêche aux voix avec l'étiquette "vert" ? Soixante personnes environ représentaient les groupes les plus divers d'une douzaine de cantons. La division entre les écologistes clairement bourgeois — avant tout le conseiller national vaudois Brélaz et le Parti vert de Zurich — et les verts se voulant "radicaux" n'a pu être dépassée. Le plus frappant dans cette rencontre fut l'attitude du représentant des POCH, Mattmann, de Lucerne, qui n'eut de cesse de s'agenouiller politiquement devant les verts.

Une esquisse de programme

Alternative démocratique de Berne présente un projet de programme écrit, qui influence largement la discussion. Ce programme propose les points suivants comme base d'une future fédération : "Protection radicale de l'environnement; arrêt de construction de toutes les routes nationales; pas de centrales nucléaires; pas de nouvelles places d'armes; protection radicale de l'air, de l'eau et du sol, etc. Halte à la remilitarisation, en Suisse aussi, contre les budgets d'armement du DMF. Economie : introduction de la participation, soutien à l'autogestion et à la décentralisation. Répartition du travail existant entre tous et toutes : diminution du temps de travail. Tiers Monde : pas d'entrée

au FMI et à la Banque mondiale, entrée à l'ONU. Nouvelle politique économique à l'égard du Tiers Monde, contre une croissance économique sur le dos des pauvres. Répression : contre tout renforcement des pouvoirs répressifs à l'intérieur du pays, contre le KIS, la PFS, la révision du Code pénal. Agriculture : stimuler au lieu de détruire, agriculture biologique".

Plus loin on peut lire : "(...) La crise économique ne doit pas être résolue par une croissance accrue (ce qui conduit à une destruction accrue de la nature et à la faim dans le Tiers Monde), mais par une répartition du travail existant entre tous. La diminution du temps de travail doit s'accompagner d'une baisse du salaire (avant tout pour les hauts revenus)".

Ce document fut admis par Anne-Catherine Menétrey ("Nous nous considérons à Lausanne comme Alternative démocratique"). Un représentant de Combat socialiste du Jura déclara son accord avec la politique de l'AD.

Les POCH à genoux

Mattmann, des POCH, fit de nombreuses interventions durant la séance. En résumé, il déclara : le contenu vert est important, il y a sur ce point un large consensus dans la population, avec une approche correcte on peut espérer 10 à 15 o/o des voix (une fois ce fut même 15 à 20 o/o des voix, sic !). Les POCH et le PSO ont fait dans la dernière période de la politique "verte". La question principale porte donc sur la procédure : il faut un rapprochement et une croissance en commun des groupes, dont certains sont liés à des partis et d'autres non. Il faut prendre en considération l'histoire des verts. Il ne doit pas y avoir d'exclusions pour des motifs idéologiques.

Après les protestations des écologistes bourgeois (Brélaz) contre les "éléments marxistes" contenus dans le document d'AD, Mattmann intervint : "Laissons de côté la discussion sur le marxisme : c'est vraiment la chose la plus bête que nous puissions faire que de réchauffer des débats

du XIXe siècle. Je ne suis plus marxiste mais malgré tout dans les POCH. Nous devons prendre en considération les Romands (réd. : c'est-à-dire Brélaz) pour une fraction commune au Conseil national". En réponse à une question d'un Bâlois, demandant si les POCH étaient prêts à rompre l'alliance avec le Parti du Travail, Mattmann n'hésita pas une seconde : bien entendu; les POCH ont fait de grosses erreurs, il se sont trop restreints idéologiquement, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui (sic !).

Electoralisme et manœuvres

Malgré leur opportunisme, les POCH rencontrèrent une opposition majoritaire — on veut être vert, n'est-ce pas, et non pas POCH-vert, et on veut soi-même obtenir des sièges. Mattmann se vit obligé de se fendre en quatre : nous sommes entièrement d'accord avec le document présenté, on retrouve presque le même contenu dans la plateforme électorale des POCH après deux ans de discussion. Il déclara même que les POCH étaient plus libres idéologiquement que l'AD, car ils veulent siéger avec des écologistes à la Brélaz et pas simplement les étiqueter idéologiquement. Tout cela ne servit à rien. Les Verts seront tout au plus disposés à conclure des apparentements de listes avec d'autres forces. Il n'y eut aucune discussion concrète sur des actions communes pratiques. Les élections de cet automne et les pourcentages électoraux restaient le souci dominant.

Il n'y a donc pas de Fédération des verts pour l'instant. La suite officielle de la discussion aura lieu le 5 mars. Bien que Brélaz se soit prononcé en faveur d'une structure unique, les écologistes bourgeois manoeuvrent ouvertement derrière le dos des "radicaux". Un représentant imprudent du Parti vert de Zurich invita, devant l'observateur du PSO, un écologiste particulièrement anticommuniste de Suisse orientale à venir le 17 février à Lausanne (à 19h., au Café de la Couronne d'Or) — là on discuterait avec Brélaz de politique électorale sérieuse, sans être dérangés par le bruit de la gauche...

Pierre Sigerist



Les Verts en Suisse : une vraie nébuleuse ?

France, listes unitaires des révolutionnaires :

C'est fait : Lutte Ouvrière, qui présentait Arlette Laguiller aux élections présidentielles de mai 1981, et la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IVe Internationale), dont le candidat était Alain Krivine, se présenteront sur une liste commune aux élections municipales françaises du début du mois de mars. Rendu public le 13 janvier, l'accord permet aux révolutionnaires de présenter près de 4 000 candidats dans plus de 70 villes.

Cet accord a une grande importance dans la situation que connaissent les travailleurs français depuis bientôt deux ans de gouvernement de gauche. Il traduit en effet un sentiment beaucoup plus largement répandu chez des dizaines de milliers de travailleurs : la volonté de défendre pied à pied l'espoir d'un véritable changement, des promesses du 10 mai, sans cesse mis en cause par le gouvernement du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PC). La pétition, lancée par un millier de travailleurs de Rouen, intitulée "l'appel de Rouen", en est déjà un indice : 40 000 signatures ont été récoltées, dans 50 départements, dans la métallurgie, la chimie, l'automobile, les PTT ou la SNCF — les bastions de la classe ouvrière française — sur cette pétition adressée à Mitterrand et qui dit : "Le changement, nous l'attendons toujours, il faut s'attaquer aux patrons pour en finir avec l'austérité".

«Pour que ça change vraiment !»

Car depuis bientôt deux ans, le gouvernement du PS et du PC, avec l'appui des directions syndicales, impose une politique d'austérité à l'opposé de ses promesses électorales : le chômage reste élevé (2 millions) et ni la timide réduction du temps de travail, ni les mesures d'encouragement à la formation des jeunes ne parviennent à le résorber; les nationalisations — dont les patrons ont été indemnisés ! — n'ont pas conduit à une modification des directions, des rapports de travail et des conditions d'emploi; au contraire, le gouvernement s'en prend aux salariés, que ce soit par le blocage des salaires ou les multiples aggravations de la sécurité sociale. Le PS comme le PC en sont d'ailleurs conscients : ils n'escomptent même plus maintenir leur force électorale ! Jospin, secrétaire du PS, considère que la perte d'une quinzaine de municipalités pour la gauche serait la norme.

La droite et le patronat s'appuient sur ces résultats — et le découragement qu'ils engendrent chez les travailleurs — pour renforcer ses pressions. En présentant des listes communes, Lutte Ouvrière et la LCR offriront ainsi à celles et ceux qui seraient tentés de s'abstenir l'occasion de voter à la fois contre tout retour de la droite et de marquer leur défiance envers une gauche compromise dans la gestion des affaires capitalistes. L'accord signé manifeste sur ce point une volonté souvent exprimée depuis des mois par les travailleurs :

"Pour sortir de cette crise, il n'y a pas d'autre issue que de rompre avec la logique du capitalisme, de la course au profit et aux armements. Il faut s'attaquer résolument aux privilèges des possédants, leur arracher les leviers de commande, orienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux et populaires, briser la toute-puissance des industriels et des banquiers en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Le gouvernement et sa majorité parlementaire tournent le dos à cette politique. (...) En votant pour les listes présentées par la LCR et LO, les travailleurs exprimeront leur volonté de mettre en échec la droite tout en exprimant leur refus de la politique d'austérité du gouvernement."

L'écho de cette candidature commence déjà à se manifester. A Brest, le PSU s'est joint à ces listes unitaires. A Alençon (Orne), ce sont des militants communistes (qui s'appellent "conventionnels") qui s'y joignent.

Au-delà des élections, c'est aussi le renforcement d'un courant révolutionnaire plus significatif dans la classe ouvrière française qui se dessine dans cette candidature commune.

Michel Thévenaz



Les "zomos" en pleine fouille dans un parc de Varsovie.

Pologne :

SOLIDARNOŚĆ : an 3

Août 1980 — septembre 1982 : les mobilisations de la classe ouvrière confrontèrent le régime bureaucratique au pouvoir de la rue, des usines. Durant l'été 1982, surmontant le coup d'Etat, se développe une dynamique telle qu'à la fin d'un mois d'août animé de manifestations quotidiennes, la journée du 31 prit la forme d'un soulèvement généralisé contre le pouvoir et ses forces de répression.

Malgré l'absence d'orientation de la direction clandestine, la force de ces journées fut telle qu'il fallut 6 semaines au gouvernement pour reprendre l'offensive, du 8 octobre 1982, date de la délégalisation de Solidarność (et des autres syndicats) à fin décembre 1982 avec "la suspension de l'état de guerre". C'est en effet ainsi que les propagandistes du régime appellent la légalisation de l'état de siège votée à la Diète à cette occasion !

Nous sommes passés aujourd'hui à une phase nouvelle de la lutte des masses polonaises, celle que représente la lutte opiniâtre de Solidarność pour l'organisation dans les entreprises, la mise en avant de revendications immédiates et de perspectives d'ensemble, la structuration du mouvement dans la clandestinité.

L'appel à la solidarité internationale lancé par la MKO (commission interrégionale de défense de Solidarność), qui regroupe des travailleurs de nombreuses régions et entreprises constitue un exemple de cette activité, comme la "Lettre ouverte" de la commission ouvrière interentreprise de Varsovie que nous avons publiée dans le numéro 286 du 20 novembre 1982 de La Brèche.

Solidarność vit et vivra

Solidarność continue le combat dans des conditions de clandestinité que la situation actuelle rend plus rigoureuses.

Les arrestations se multiplient. Des peines très lourdes s'abattent sur les militants condamnés. Le régime d'état de siège civil du général Jaruzelski prépare patiemment une nouvelle offensive pour décourager les militants ouvriers, les structures d'entreprises, susciter le désespoir sur la capacité des travailleurs à s'organiser. Cette prochaine offensive, ce sera le procès à grand spectacle des dirigeants arrêtés en septembre dernier au lendemain des manifestations du 31 août (dirigeants internés depuis le 13 décembre 1981 mais qui ont été inculpés à cette occasion seulement), comme de ceux qui ont été arrêtés le 26 décembre au lendemain de leur libération (ils étaient internés, eux aussi depuis le 13 décembre). Les mesures prises à l'encontre de jour-

stimuler la mobilisation et la solidarité afin d'empêcher les condamnations. Et les bureaucrates le savent bien. Le cynique Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, expliquait ces mesures comme une intimidation à l'égard de journalistes qui propageaient des nouvelles que le gouvernement souhaitait interdire.

En automne dernier, la Coordination nationale "Solidarité avec Solidarność", la délégation du syndicat Solidarność en Suisse, le CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) ont lancé un appel pour la collecte de 50 000 francs pour Solidarność dans la clandestinité, pour la défense des prisonniers, le soutien à leurs familles.

Cette collecte, cet appel doivent être soutenus le plus largement possible (CCP Zurich 80 - 43 063, mention : "50 000 francs").

K. Grünberg

LEUR PROCÈS EST IMMINENT : SOLIDARITÉ !

Le 23 décembre 1982 ont été arrêtés les militants de Solidarność suivants :

Andrzej Gwiazda, né en 1935, participe activement en 1970 à la grève des chantiers navals de Gdansk, ce qui lui vaut trois ans plus tard d'être licencié. En août 1980, il est l'un des organisateurs de la grève, puis un des négociateurs des accords de Gdansk. Lors de la constitution de Solidarność, il est élu vice-président du MKZ (section régionale) de Gdansk. Il est élu à la commission nationale de Solidarność.

Marian Jurczyk, né en 1935, travaille aux chantiers navals Adolf Warski de Szczecin depuis 1954. En août 1980, il signe l'accord de Szczecin, premier des accords reconnaissant l'existence de syndicats indépendants en Pologne. Il est membre de la commission nationale de Solidarność et président du MKZ de Szczecin.

Karol Modzelewski, né en 1937, est historien. Il est cosignataire, notamment avec Kuron, de la célèbre "Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais" rédigée en 1964 et qui fut le premier document public de l'opposition politique à la bureaucratie en Pologne. Il est alors exclu du POUP et fait deux ans de prison, de 1965 à 1967. En 1968, il est de nouveau arrêté après les grèves et manifestations étudiantes. Il ne sera libéré qu'en 1971. Il est le porte-parole national du syndicat pendant ses premiers mois d'existence et est élu membre de la commission nationale.

Andrzej Rozplochowski, né en 1950, entre en 1977 aux grandes aciéries de Huta Katowice. Elu vice-président de la section régionale de Katowice, il est également élu à la commission nationale de Solidarność.

Jan Rulowski, né en 1944, est renvoyé en 1965 de l'académie militaire pour avoir refusé de voter aux "élections" à liste unique. En 1980, il occupe la présidence de la section de Solidarność à Bydgoszcz. En mars 1981, il est passé à tabac par la milice. Il est élu à la commission nationale de Solidarność.

Grzegorz Palka, né en 1950, vice-président de Solidarność à Lodz, est élu à la commission nationale et au présidium national de Solidarność.

Sewerin Jaworski, né en 1931, a été exclu du POUP en 1956. En 1970, il abandonne son poste d'instituteur pour devenir ouvrier métallurgiste à Huta Warszawa. En septembre 1981, il est élu à la commission nationale de Solidarność.

Rappelons que ces inculpations font suite à celles effectuées au mois de septembre 1982 contre les membres du KOR, Kuron, Michnik, Wujec, Litynski.

Italie :

CE SONT LES OUVRIERS QUI FONT LE PRINTEMPS !

En ces premiers jours de 1983, l'Italie ouvrière a retrouvé l'effervescence sociale qui lui était habituelle : manifestations et cortèges dans tous les centres industriels du Nord et du Midi; aéroports, gares et autoroutes bloqués pendant des heures par les travailleurs. Dix jours de mobilisations spectaculaires épinglées de superlatifs : "le plus grand cortège ouvrier" depuis 10 ans à Rome le 11 janvier (mises à part évidemment les manifestations nationales), "les plus imposantes manifestations" depuis 10 ans à Gênes au cours de la première semaine de janvier, "le plus grand défilé" jamais vu à Milan (300 000 personnes) le 18 janvier à l'occasion de la grève générale nationale de l'industrie, qui s'est transformée en une imposante protestation ouvrière contre le gouvernement englobant d'autres secteurs professionnels (secteur public, commerce, typographie), les étudiants, les femmes, les travailleurs temporaires et les chômeurs. Après trois ans de léthargie, de luttes dispersées, d'abstentionnisme syndical, de succès de la bourgeoisie sur le plan de l'attaque contre l'emploi, la classe ouvrière secoue sa torpeur pour défendre les acquis des luttes des années 70.

La bourgeoisie à l'offensive

Depuis 1979, date de la dernière grande victoire des métallurgistes italiens, la bourgeoisie a réussi à infliger de durs coups à la classe ouvrière (licenciements à la FIAT en 1980, 3 millions de chômeurs, prolifération du chômage technique¹⁾). Ces succès furent cependant relatifs dans la mesure où le patronat ne s'est jamais mesuré frontalement à l'ensemble de la classe ouvrière. Le chômage est essentiellement alimenté par la non intégration des jeunes à la vie économique. La "cassa integrazione" ou chômage technique (80 o/o du salaire payé par l'Etat) est certes une forme de licenciement larvé,

mais il est la preuve des précautions que doit prendre la bourgeoisie face aux bastions de la classe ouvrière. Même la victoire à la FIAT, secteur le plus avancé, ne peut être considérée comme une défaite d'ensemble du mouvement ouvrier.

Depuis 1981 cependant le patronat, rassuré par ses premiers succès, a élevé ses prétentions. L'offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière s'effectue sur deux plans : a) réduire le rattrapage du coût de la vie en "ralentissant" l'échelle mobile des salaires, symbole des tendances égalitaristes des luttes des années 70²⁾; b) accélérer la réduction des dépenses sociales. Ces deux éléments constituent le cheval de bataille du nouveau gouvernement

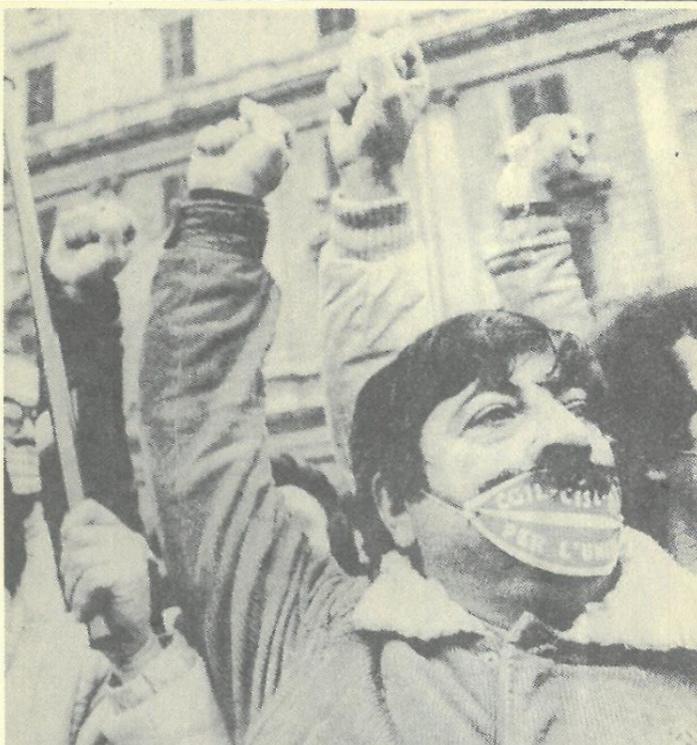
démocrate-chrétien dirigé par Fanfani. Dès son arrivée au pouvoir en décembre ce dernier prophétisait des "années noires" pour les travailleurs et enchaînait avec une série de décrets appelés "la stangata di capodanno" ("le coup de fusil du Nouvel An") : augmentations du prix des transports, des impôts, de l'essence, coupes sombres dans les budgets de la santé et de la prévoyance sociale, etc. En moyenne une réduction de 1 million de lires (1 300 francs suisses ou 1 mois et demi de salaire d'un ouvrier spécialisé) du pouvoir d'achat effectif d'une famille ouvrière, cela sans compter l'effet corrosif de l'inflation.

Avec Fanfani le patronat défiait pour la première fois la classe ouvrière dans son ensemble, frontalement, dans un climat social qui lui semblait favorable.

Manifestation de force des travailleurs

La résistance ouvrière s'est manifestée de manière croissante. Après une première tentative patronale de remise en question de l'échelle mobile, 500 000 travailleurs sont descendus dans les rues de Rome en juin 1982, dans une manifestation nationale, pour affirmer que "l'on ne touche pas à l'échelle mobile". Lorsqu'en octobre dernier la direction syndicale unitaire (CGIL, CISL, UIL) est revenue à l'assaut avec une proposition de réduction de 10 o/o du rattrapage automatique de l'augmentation du coût de la vie, mais de maintien du "coût du travail" par le biais d'allègements fiscaux, la classe ouvrière a massivement rejeté ou fortement amendé le document. L'événement était de taille puisqu'il exprimait un premier refus de l'aval syndical à la politique d'austérité. Début janvier enfin, après l'annonce des décrets Fanfani, les travailleurs sont descendus dans les rues dans tout le pays, spontanément et simultanément.

C'est de Gênes que sont parties les premières manifestations. Cette ville semblait jusqu'il y a deux ans avoir été épargnée par le chômage. La classe ouvrière y est composée d'ouvriers qualifiés des chantiers navals et de la sidérurgie, très politisés, qui ont rejeté de la manière la plus massive du pays la proposition syndicale d'octobre. L'ampleur de leur réaction traduit bien la caractéristique nouvelle des mobilisations actuelles : la prise de conscience du caractère défaitiste de la poli-



Lors des manifestations de janvier, des manifestants portèrent, comme ici à Rome, un masque pour protester contre la désunion syndicale et l'aspect officiellement silencieux de ces manifestations.

tique de compromis des directions syndicales et de leur refus de défendre bec et ongles les acquis des années 70.

La rupture entre la base et les directions est confirmée par d'autres indices. L'initiative des mobilisations a été - dans tout le pays - prise par les Conseils d'usine qui, après plusieurs années d'inertie, sont redevenus depuis octobre les canaux d'expression privilégiés des masses. De même que le contenu des mots d'ordre mis en avant au cours de la grève nationale de l'industrie qui ont largement débordé les limites fixées par les syndicats : au lieu de n'être qu'une marche "silencieuse", sans meetings de clôture, des travailleurs de l'industrie pour le renouvellement des contrats, les cortèges du 18 janvier furent animés, bruyants et fortement polarisés contre le gouvernement, ses décrets et l'attaque à l'échelle mobile.

Les formes de lutte sont également symptomatiques : manifestations de masse avec occupation des gares, des aéroports, des autoroutes pour capter l'attention des médias d'une part, mais surtout réaliser la jonction avec les secteurs "marginalisés" tels que les chômeurs, les jeunes et les "cassintegrati". Tous les centres industriels du pays, petits et grands, de la Sicile aux Alpes ont connu le même phénomène qui culmina le 18 janvier avec 300 000 personnes à Milan, 100 000 à Rome, 80 000 à Florence, 20 000 à Palerme, 40 000 à Turin (où pour la première fois depuis 1980 la FIAT a fait grève à 95 o/o). A Venise, Palerme et Gênes, la grève fut généralisée à toutes les catégories.

Une combativité intacte

En filigrane de la riposte ouvrière on peut voir les traits caractéristiques de la situation politique italienne.

La crise persistante de la direction politique bourgeoise dans l'incapacité de centraliser ses forces au niveau gouvernemental pour infliger des coups irréversibles à la classe ouvrière, sur la lancée de la défaite de la FIAT, de la pression du chômage, etc. Le régime démocrate-chrétien n'arrive pas à se relever des scandales financiers, de celui des organisations "occultes" ayant de vastes ramifications dans toutes les instances du pouvoir (Loge P 2), du développement incontrôlable du gangstérisme de la Mafia lié au

trafic de la drogue, aux spéculations, aux rackets, et jouissant de complaisances haut placées. Il ne peut prétendre à la respectabilité, à la représentativité et à la crédibilité dont il aurait besoin pour légitimer sa politique anti-ouvrière.

Face à lui il y a une classe ouvrière qui a maintenu une combativité intacte, qui a confiance dans sa force et qui est un pôle de référence pour tous les autres secteurs du prolétariat, et en particulier pour la jeunesse qui connaît depuis quelques mois une nouvelle phase de radicalisation.

Enfin, la collaboration éhontée à laquelle se livrent les directions ouvrières, bloquant les canaux de centralisation de l'activité des masses, avec deux sortes de conséquences aux effets opposés : d'une part une crise des organisations ouvrières (perte de membres, manque de cadres intermédiaires, etc.), c'est-à-dire un affaiblissement de la classe, et d'autre part un processus de différenciation de cadres syndicaux intermédiaires sur des positions combattives, qui représente l'espoir d'une solution à la crise de direction dont est affligé le prolétariat italien.

En une formule, les journées de janvier démontrent que la bourgeoisie reste incapable de traduire politiquement l'avantage qu'elle a retiré des durs coups infligés à la classe ouvrière sur le plan économique, alors que le prolétariat conserve une combativité intacte sans toutefois disposer d'une direction de rechange aux bureaucraties ouvrières. La résistance ouvrière à l'offensive patronale contre les acquis des années 70 alimente un processus de différenciation au sein des organisations syndicales qui constitue en retour l'espoir de voir émerger une direction de rechange capable d'assumer la seule orientation potentiellement victorieuse aujourd'hui : une grève générale nationale de toutes les catégories jusqu'au retrait des décrets Fanfani et la chute du gouvernement et l'application d'un programme ouvrier contre la crise.

A. Milani, 19 janvier 1983



1) Le chômage technique correspond à la "Cassa integrazione", c'est-à-dire au paiement par l'Etat de 80 o/o des heures de travail chômées.
2) L'accord de 1975 sur l'échelle mobile réalisait une unification du niveau de l'indexation (jusqu'à fortement hiérarchisé) pour toutes les catégories, réduisant de la sorte l'éventail des salaires.

La Bolivie sous le couperet



"Un délégué des mineurs va trouver le ministre de la justice pour demander la libération de deux fameux dirigeants syndicaux de Siglo XX, Federico Escobar et Ireneo Pimentel. Le ministre trouve l'idée juste, va voir Paz Estenssoro, revient au bout d'un moment : le président regrette, il ne peut pas prendre cette décision (la répression du syndicalisme était une des conditions du Plan Triangulaire), mais il vous suggère de faire une démarche auprès de l'ambassadeur nord-américain."

Le livre que vient de publier Théo Buss "La Bolivie sous le couperet" 1) a de nombreuses qualités.

Celle d'être une histoire très riche des populations des hauts plateaux et des vallées, depuis l'empire Inca jusqu'à nos jours, d'illustrer très concrètement le pillage d'un pays et l'asservissement de la majorité de sa population, ainsi que la signification de "l'aide au développement".

Celle de montrer comment la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie "nationalistes" sont liées au système en place et incapables d'appliquer la moindre réforme ou changement réels en faveur des masses opprimées. La révolution bolivienne de 1952 et sa dégénérescence — qui ouvrira la voie aux féroces dictatures des années 60 et 70 — a un caractère véritablement exemplaire.

Les barons de l'étain

La nouvelle bourgeoisie industrielle du XIXe siècle se tournera vers l'étain pour accumuler des surprofits colossaux par une exploitation inouïe du prolétariat indien. Trois barons vont contrôler l'essentiel de l'extraction et s'étendre en dehors du pays et se lier à l'impérialisme. Ainsi la famille Patiño possède la plus grande fonderie d'Angleterre et la Fonderie de Perang (Malaisie), la plus grande du monde. Cette clique (la rosca) possède tous les journaux, a créé une mafia de fonctionnaires dans l'appareil d'Etat qui lui est tout acquis. Tandis que l'impérialisme anglo-américain contrôle le marché des minerais, le système de transports ferroviaires et maritimes et la production, la rosca refuse de créer une industrie de fonderie et alliages pour l'étain en Bolivie et sabote toute initiative pour maîtriser le processus industriel de l'étain.

Comme le dit Galeano : "Il n'y aura de fonderie d'étain nationale qu'en 1971, mais la Bolivie s'offre

le luxe de compter 8 facultés de droit qui fabriquent des vampires d'Indiens en quantités industrielles".

La révolution de 1952

Des officiers liés au MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, parti nationaliste petit-bourgeois) tentent un coup d'Etat le 9 avril 1952, qui échoue. A ce moment les masses populaires de La Paz et les mineurs de l'étain transforment ce qui était une conspiration de palais en une des plus impressionnantes insurrections ouvrières de l'histoire de l'Amérique latine.

Après trois jours de combats, l'armée régulière sera défaite. Les milices ouvrières et paysannes ouvrent la porte à un gouvernement du MNR. Celui-ci, sous la pression des masses, promulguera trois réformes fondamentales : la nationalisation des mines d'étain — avec indemnisation ! — une réforme agraire assez profonde et une réforme scolaire. Mais la réforme agraire — qui n'est qu'une distribution des terres, sans aide financière et agricole aux paysans — n'est appliquée que là où les syndicats paysans exproprient et occupent les terres. Les banques s'opposent à une quelconque aide financière tant aux paysans qu'à l'industrie minière. Le gouvernement du MNR rétablira l'armée de métier en juillet 1953 pour réprimer le mouvement paysan et ses syndicats.

Les mineurs, couche la plus consciente politiquement et fer de lance de cette révolution, résisteront plus longtemps. Eux qui avaient imposé le contrôle ouvrier et des territoires libres dans les grands centres miniers, où n'avaient accès ni les militaires ni les yankees, furent écrasés sauvagement en mai 1965 par cette armée régulière que le MNR avait soigneusement reconstituée après 1953 et qui prit le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat en 1964.

Pourquoi l'échec des réformes ?

"Pourquoi le régime issu de la révolution de 1952 s'est-il dégradé progressivement ? Le MNR n'eut pas le pouvoir intérieur ni les appuis extérieurs (...) Le MNR est cependant responsable en partie de son échec. Si Paz Estenssoro (dirigeant du MNR) n'a plus pu résister à l'impérialisme c'est qu'il n'avait plus l'appui du peuple : il avait absorbé à son profit et à celui de l'armée le pouvoir résidant dans les masses qui avaient fait l'insurrection de 1952", affirme Théo Buss. Comme d'autres mouvements nationalistes bourgeois en Amérique latine, le MNR butait sur 2 obstacles :

1) vouloir introduire — sous la pression des paysans et des ouvriers — des réformes bourgeoises tout en maintenant les institutions de l'Etat et de l'armée en place, et en respectant le pouvoir des terratenientes (propriétaires fonciers) et de la bourgeoisie industrielle liée aux trusts impérialistes. Alors que si ces réformes étaient appliquées, elles s'attaqueraient directement aux intérêts des classes dominantes.

2) limiter au maximum la mobilisation et l'organisation des masses paysannes et du prolétariat urbain, qui soutiennent et se battent pour ces réformes, liquidant par là même la seule possibilité de faire plier les classes dominantes et l'impérialisme.

Ainsi le MNR semait des illusions dans les masses (principalement dans la paysannerie 2)) sur l'introduction "institutionnelle" de réformes, mais en même temps était aussi répressif et aussi vendu à l'impérialisme que les gouvernements précédents (et les suivants).

On regrettera toutefois le peu de place accordé par Théo Buss à la naissance du mouvement syndical, en particulier à la FSTMB (Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie) et à la COB (centrale ouvrière bolivienne).

Ces deux organisations — où nos camarades du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) jouèrent un grand rôle — avaient pourtant correctement souligné la nécessité de développer la mobilisation des masses et de s'en prendre vigoureusement aux intérêts et aux institutions des classes dominantes.

José Sanchez

1) *La Bolivie sous le couperet*, Théo Buss, Ed. Favre, 350 pages.

2) Cf. *La longue marche du mouvement paysan et l'entretien avec des représentants du MITKA*, dans *Inprecor* no 137, du 22 novembre 1982.



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

BERNE

Gemeinschaftszentrum, Gabelbach
ve 4 février, dès 18h. : *Fête de Bresche*.
Musique : Hanery Amman Band, Familia de Samba, Rägerösel. Films : *Kollegen*, et *Robotnicy* (Pologne, 1980). Théâtre. Mangette et buvette. Entrée : Fr. 10.- et 7.-. Bus no 14. Org. : SAP, Berne.

GENÈVE

A Genève, du vendredi 28 janvier au vendredi 18 février aura lieu le festival *Culture et émigration*, avec des expositions, des spectacles, des concerts organisés par les associations d'émigrés algériens, argentins, berbères, chiliens, espagnols, italiens, maghrébins, turcs... avec, entre autres, *Amori M'Barek*, *Kaci Bondrer*, *Enzo Jannaci*, *Angel et Isabel Parra*. Le programme détaillé n'est pas encore paru malheureusement.

Salle Patiño, 26, av., de Miremont

Cité Ciné-Club. ma 15 fév., 20h. : *La barque est pleine*, de Markus Imhoof (Suisse). (A voir).
ve 11, sa 12, di 13 fév. : 15 heures de projection de films tournés par des cinéastes genevois, dont *La nuit de Fusecki*, de Léo Kanemann.

Comédie de Genève, 6, bd des Philosophes
du ma 8 au sa 12 fév. : *Henri IV*, de Luigi Pirandello, par le Théâtre Actuel de Paris. 022 / 20 50 02.

LAUSANNE et VAUD

Université de Dorigny, B.F.S.H., niveau 2
(Bâtiment des facultés des sciences humaines)
jusqu'au ve 4 fév. : exposition *El Salvador, un peuple en lutte*.

Théâtre Boulimie, place Arlaud
jusqu'au sa 5 mars, 20h.45 (relâche di et lu) :
Boulimie 62-82, tome 2, avec Lova Golovtchiner.
Loc. 021 / 22 97 00.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ve à 20h.30, sa à 16h. et 20h.30. ve 4, sa 5 fév. :
Don Giovanni, de Joseph Losey (GB, 1980). ma 8,
me 9 : *Antonio das Mortes*, de Glauber Rocha
(Brésil, 1969). ve 11, sa 12 : *Le trésor de la Sierra Madre*, de John Huston (USA, 1948). ma 15, me
16 : *Eraserhead*, de David Lynch (USA, 1976).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
à 20h.30. ve 4, sa 5 fév. : *Noces de sang*, de Carlos Saura (Esp., 1981) (très beau film). ve 11, sa 12 :
The Wall - Pink Floyd, de Alan Parker (GB, 1982).

La Cinémathèque suisse,

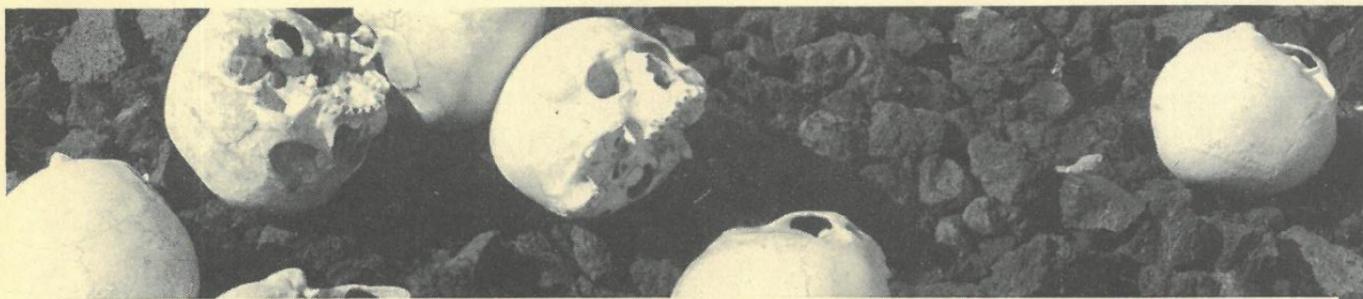
Casino de Montbenon, Cinématographe
ve 4 fév., 18h.30, sa 5, 20h.30, lu 7, 15h. :
O Cangaceiro, de Lima Barreto (Brésil, 1953); la
vie des bandits paysans des plateaux du Nord.

Qu'est-ce que Andrzej Wajda a voulu dire dans son film *Danton* ? N'écoutez pas toutes les bêtises qui se disent et s'écrivent à droite et à gauche et allez le voir. Ce film (désespéré) est très intéressant et remarquablement interprété par Gérard Depardieu (Danton) et Wojciech Pszoniak (Robespierre). Un magnifique film que je vous conseille de voir : *Le lion du désert*, de Moustapha Akkad (Egypte). Ce film retrace la lutte des Bédouins de Libye qui, avec Omar Mukhtar, résistèrent dans les années 20 et les années 30 aux armées du régime fasciste italien qui rêvait de puissance coloniale. Ce film, annoncé depuis longtemps, n'est sorti que maintenant, après les massacres de Sabra et Chatila. Une raison de plus pour le voir. Film sur la révolution arabe, il rappelle les luttes des Palestiniens, du peuple sahraoui, la révolution algérienne mais aussi d'autres luttes de libération dans le monde.

Géo Graphie

L'événement

900 personnes au Forum de solidarité avec l'Amérique centrale :



«On commence à parler de ce qui se passe de terrible là-bas»

Le grand succès, que l'on sentait venir depuis le début du mois de janvier, a donc eu lieu. En tout, plus de 900 personnes participèrent les vendredi et samedi 14 et 15 janvier au Forum de solidarité avec l'Amérique centrale.

La réaction des médias fut bonne à très bonne, en tout cas meilleure que ce n'est le cas habituellement pour ce genre de manifestation.

Le PSO a fourni une contribution non négligeable à la réussite de cette initiative de solidarité.

Interrogée sur les raisons de cette participation beaucoup plus importante que prévue, une femme d'un certain âge me répondit : «On commence à parler en Suisse de ce qui se passe de terrible là-bas en Amérique centrale».

La réaction de cette femme semble bien expliquer pourquoi autant d'hommes et de femmes d'âges aussi différents, venant de plus de 80 organisations et groupes différents sont venus. La sensibilité à l'intervention US et aux innombrables crimes contre les droits de l'homme commis par les dictatures sur place s'est développée.

Le Conseil fédéral est interpellé

Environ 15 représentant(e)s du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala étaient présent(e)s.

Lors du meeting introductif de vendredi soir, qui se tint dans une salle totalement bourrée, on entendit des messages, notamment de Jorge Sol, délégué personnellement par Guillermo Ungo (président du Front démocratique révolutionnaire du Salvador / FDR) et de Julia Esquivel, vice-président du Comité guatémaltèque d'Unité patriotique, du représentant du FDR/FMLN (Front démocratique révolutionnaire / Front Farabundo Martí de libération nationale) en Suisse, Francisco Herrera, de l'ambassadeur du Nicaragua auprès des Nations-Unies et d'un conseiller de l'ambassade cubaine en Suisse. Le témoignage de Carmelita Santos, Indienne guatémaltèque, qui décrit le massacre de 250 personnes perpétré par l'armée dans son village fut particulièrement émouvant.

Samedi, plus de 600 personnes adoptèrent, après une discussion dans 14 groupes de travail le matin et un plénum l'après-midi, une résolution très complète et précise politiquement sur la situation actuelle. La condamnation sans ambages de l'intervention US, et le soutien clair aux FDR/FMLN du Salvador, au gouvernement nicaraguayen et au Front sandiniste de libération nationale (FSLN) ainsi qu'à l'Union nationale révolutionnaire du Guatemala (UNRG) y figurent en bonne place.

La résolution exige du Conseil fédéral qu'il condamne publiquement les violations des droits de l'homme dans ces régions et l'intervention US, et qu'il reconnaisse le FDR/FMLN et l'UNRG comme représentants légitimes de leur peuple. La résolution exige, en outre un soutien économique renforcé au Nicaragua, sans préconditions politiques.

Journées d'action et plan d'alarme

La commémoration du troisième anniversaire de l'assassinat de l'archevêque de San Salvador, Oscar Arnulfo Romero, doit être,

selon l'appel du Forum, l'occasion de mener trois journées d'action — du 24 au 26 mars — dans toute la Suisse. Un «Plan d'alarme» a été adopté prévoyant le déroulement de larges manifestations de rue, localement et nationalement, dans les jours suivant une invasion de troupes US ou d'une force d'intervention inter-américaine en Amérique centrale. Enfin, le Forum décida de mener une campagne de récolte de fonds pour l'émetteur du FMLN «Radio Farabundo Martí».

Le succès du Forum de solidarité avec l'Amérique centrale montre que le mouvement de solidarité dépasse aujourd'hui largement le cadre des comités de solidarité et qu'un pas en avant important a été fait dans la construction d'un large mouvement contre l'intervention US. Le Forum a démontré aussi la capacité d'initiative des comités de solidarité avec l'Amérique centrale, qui sont à l'origine de l'organisation de cette manifestation. Enfin, le Forum est l'expression de la politisation du mouvement de solidarité et de sa volonté de se mobiliser activement et unitairement en Suisse pour faire aboutir ses revendications.

C. Arnold

LA «RÉALITÉ DÉMESURÉE» DE L'AMÉRIQUE LATINE SELON GARCIA MARQUEZ

Gabriel Garcia Marquez recevait le 8 décembre dernier le prix Nobel de littérature. A cette occasion, il a dû prononcer le discours traditionnel devant l'Académie des lettres de Suède. Le romancier colombien a, paraît-il, quelque peu choqué son auditoire. Il n'a en tout cas pas déçu ceux qui connaissent la réalité de son engagement aux côtés des exploités et des opprimés d'Amérique latine. Discours-fresque qui peint en couleurs vives les siècles de «violence et de douleur» des peuples du continent. Discours de combat et d'espoir en un monde «où personne ne pourra décider pour personne», où «l'amour sera vraiment une certitude et le bonheur possible»... Dans le bref extrait que nous publions ci-dessous, il rappelle ce qu'a été la répression ces dix dernières années. Condensé hallucinant d'une réalité trop souvent estompée. A dessein, par confort ou par besoin de se rassurer...

«(...) Il y a onze ans, un des plus éminents poètes de notre temps, le Chilien Pablo Neruda, est venu de son verbe illuminer cette assemblée. Depuis lors, dans les bonnes consciences de l'Europe, et parfois aussi dans les mauvaises, a fait irruption avec plus de force que jamais l'actualité fantasmagorique de l'Amérique latine, cette immense patrie d'hommes hallucinés et de femmes historiques dont l'obstination infinie se confond avec la légende. Nous n'avons pas eu un instant de répit. (...) Nous avons connu cinq guerres, dix-sept coups d'Etat et vu l'apparition d'un dictateur luciférien qui, au nom de Dieu, a mis en marche le premier ethnocide de l'Amérique latine contemporaine¹⁾. Pendant ce temps, vingt millions d'enfants latino-américains, supérieurs en nombre à ceux nés en Europe occidentale depuis 1970, sont morts avant d'avoir célébré leur deuxième anniversaire.

«Près de cent vingt mille personnes ont disparu du fait de la répression, comme si l'on avait perdu la trace de tous les habitants de la ville d'Uppsala. De nombreuses femmes arrêtées alors qu'elles étaient enceintes ont accouché dans les prisons argentines sans que l'on sache l'identité et le destin de leurs enfants, adoptés clandestinement ou placés dans des orphelinats par les autorités militaires. Pour avoir voulu mettre un terme à cela, près de deux cent mille femmes et hommes sont morts sur tout le continent, plus de cent mille dans trois petits pays obstinés de l'Amérique centrale : le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala. Si ces faits s'étaient déroulés aux Etats-Unis, on aurait dénombré, en proportion, un million

de six cent mille morts violentes en quatre ans.

«Le Chili, pays aux traditions hospitalières, a souffert l'exode d'un million de personnes, soit dix pour cent de sa population. L'Uruguay, minuscule nation de deux millions et demi d'habitants, jadis considéré comme le pays le plus civilisé du continent, a perdu par bannissement un citoyen sur cinq. La guerre civile au Salvador produit depuis 1979 un réfugié toutes les vingt minutes. Le pays que l'on pourrait bâtir avec tous les exilés et tous les émigrés forcés de l'Amérique latine aurait une population plus nombreuse que celle de la Norvège.

«J'ose penser que c'est cette réalité démesurée et pas seulement son expression littéraire qui, cette année, a retenu l'attention de l'Académie des lettres de Suède. Une réalité qui n'est pas celle du papier mais qui vit en nous, détermine chaque instant de nos innombrables morts quotidiennes, alimente une insatiable source de créativité pleine de détresse et de beauté dont ce Colombien errant et nostalgique n'est qu'un exemple tiré au sort parmi tant d'autres. Poètes et mendiants, musiciens et prophètes, guerriers et malandrins, toutes les créatures de cette effrénée réalité n'ont à réclamer à l'imagination que bien peu de choses, car notre défi suprême est au contraire l'insuffisance de nos moyens conventionnels capables de rendre notre existence crédible. Tel est, mes amis, le noeud de notre solitude. (...) »

1) Il s'agit de l'actuel dictateur du Guatemala, le général Rios Montt.

Amérique centrale :

DIEU RECONNAITRA LES SIENS

Le général Rios Montt, dictateur du Guatemala depuis le 23 mars 1982, membre d'une secte chrétienne et grand élu du Seigneur (faute de l'avoir été par le peuple dont il a cassé les élections par un coup d'Etat), a déjà à son actif une belle série d'actions humanitaires : huit mille personnes tuées ou enlevées, soit une moyenne de mille morts par mois !

Sous le précédent régime du général Lucas, cette macabre moyenne était de 200 à 300 par mois et cela avait suffi pour que les USA suspendent leur aide militaire. Reagan a bien de la peine à revenir en arrière. Le porte-parole du dictateur Francisco Bianchi a déclaré sans ambages pour justifier la répression :

«La guérilla s'est attaché de nombreux collaborateurs indiens. Donc les Indiens sont des subversifs. Et comment combattre la subversion ? Bien évidemment, il faut tuer les Indiens...»

Reagan n'en a pas moins plusieurs moyens pour tourner le veto américain. Il est établi qu'au moins un militaire US, le capitaine Jesse Garcia, entraîne les officiers guatémaltèques en violation des décisions du Congrès américain. Mais cela ne suffit pas. Deux fournisseurs d'armes viennent donc remplacer les USA : la Suisse et Israël. La première en fournissant les fameux Pilatus PC-7 de Bühl. Quant au second, voici ce que dit *Le Monde Diplomatique* de janvier 1983 : «Les fournitures considérables d'armes israéliennes permettent, avec l'aval de la Maison Blanche, de tourner les décisions des parlementaires américains aussi bien au Guatemala qu'au Honduras et au Salvador». Entre tous ces élus de Dieux, Rios Montt, le gouvernement israélien ou les capitalistes protestants suisses, les querelles théologiques s'effacent lorsqu'il s'agit d'écraser un peuple dans le sang !

Zurich :

UN CONSUL MET LA CLÉ SOUS LE PAILLASSON

Il y a une semaine environ, l'Organisation de jeunesse La Taupe manifestait devant le consulat général d'El Salvador à Zurich. Elle a depuis lors reçu la lettre suivante du Consul général :

«Vous avez manifesté samedi dernier devant notre consulat. J'ai de la compréhension pour plusieurs des critiques et des considérations contenues dans votre tract. La misère et la pauvreté du peuple du Salvador me touchent aussi profondément. (...)

«La situation actuelle m'a confirmé dans ma décision, déjà pendante : la chancellerie du consulat sera fermée et ses activités transférées à Genève.

«Finalement, je veux encore vous remercier. Votre manifestation était non-violente. Vous avez exprimé vos opinions tout en respectant les passants, les habitants et enfin moi-même.

Merci.
Sans commentaires.